

les idées en mouvement

11 et 12 juillet : 2^e édition
de l'Université européenne du sport

.....
Réserve citoyenne :
reportage dans l'académie de Créteil

.....
Ludovia#14 :
l'université du numérique éducatif

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE GRENOBLE

SPÉCIAL INITIATIVES

AG DE GRENOBLE : SPÉCIAL INITIATIVES 3-8

CULTURE 4

- Le Méliès : l'art de faire du « cinéma autrement »
- Le Prunier sauvage, un lieu audacieux
- La Casemate : la culture scientifique en pratique
- La Bobine : scène artistique... et atypique

ÉDUCATION 6

- La Bouture : première étape vers le raccrochage scolaire
- Université populaire : un lieu de confrontation, de dialogue et de formation
- Y-Nove : les jeunes créent leur propre politique

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE 7

- Le cairn, une monnaie pour consommer local et responsable

PORTRAIT 8

- « Se souvenir de l'avenir »

L'INVITÉ 9

FRANÇOIS TADDÉI

- « La notion d'esprit critique devient plus importante que jamais »

ENGAGEMENT 10-11

ACADÉMIE DE CRÉTEIL

- Une réserve citoyenne bien en place
- « Un diesel qui progresse lentement »
- Plongée dans un atelier laïcité avec des élèves de primaire

CULTURE 12

JOUONS LA CARTE DE LA FRATERNITÉ

- « Tous les élèves se montrent réceptifs, même ceux d'ordinaire en difficulté »

NUMÉRIQUE 13

ÉDUCATION AUX MÉDIAS

- Comprendre l'information plutôt que la consommer

ÉVÉNEMENT

- « Miser sur l'aspect ludique des nouvelles technologies »

SPORT 14-15

ÉVÉNEMENT

- « Le sport citoyen, une question fondamentalement politique »

PARTENARIAT

- De nouveaux séjours pour sportifs amateurs

JEUNESSE 16-17

ENGAGEMENT

- La Junior asso, une expérience significative
- Un tour d'Europe de la citoyenneté
- « Je suis avant tout européenne »

ILS FONT LA LIGUE 18

FRANÇOISE HUEBER

- « On ne se construit pas sans les autres »

GUIDE 19

SÉLECTION

- Éducation populaire : politisation et pratiques d'émancipation

À LIRE, À DÉCOUVRIR, AGENDA

Assemblée générale de Grenoble

Spécial initiatives

Cette année, c'est à Grenoble que se tient l'assemblée générale de la Ligue de l'enseignement. L'occasion pour *Les Idées en mouvement* d'offrir un coup de projecteur à la fédération de l'Isère, en lui consacrant le dossier.

L'actualité de la Ligue 38, c'est d'abord son anniversaire : 90 ans, qui feront l'objet, dans les semaines à venir, d'une programmation *ad hoc*, entre colloques et événements culturels et sportifs.

C'est aussi l'accueil, pour la première fois de son histoire, d'une assemblée générale nationale ; une opportunité pour la fédération de mettre en avant le dynamisme du tissu associatif local.

Huit initiatives collectives inspirantes ont particulièrement retenu l'attention, que nous avons choisi de présenter dans ce dossier :

- Dans le domaine culturel et scientifique : avec le cinéma le Méliès, les scènes artistiques le Prunier sauvage et la Bobine, ou encore la Casemate, centre dédié à la culture scientifique (pages 4 et 5).

- En matière d'éducation et de formation : avec des initiatives aussi variées que l'Université populaire de Villeneuve (page 6), et les associations la Bouture et Y-Nove œuvrant pour la jeunesse en luttant contre le décrochage scolaire pour la première (page 6) et en créant des politiques jeunesse sur la métropole pour la seconde (page 7).

- En matière d'économie sociale et solidaire enfin, avec la création d'une monnaie locale « le Cairn » (page 7).

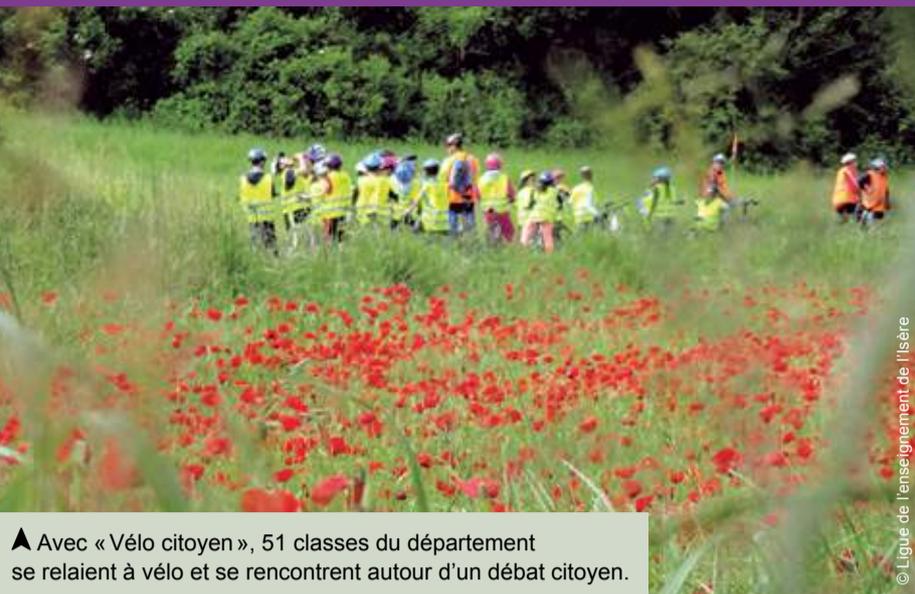
Comptant près de 300 associations affiliées et 12 000 adhérents, la Ligue de l'enseignement de l'Isère « travaille à tisser du lien et à produire de l'action sur l'ensemble du territoire » ; un département contrasté avec le nord limitrophe du bassin de vie lyonnais, le sud rural et montagnard, et au centre la métropole grenobloise. C'est ainsi qu'elle entend fédérer le plus grand nombre pour prolonger une belle histoire, commencée il y a 90 ans (page 8).

Souhaitons-lui un excellent anniversaire.

Nadia Bellaoui, secrétaire générale de la Ligue de l'enseignement.



© Pascale Cholette - La Bobine



© Ligue de l'enseignement de l'Isère

▲ Avec « Vélo citoyen », 51 classes du département se relaient à vélo et se rencontrent autour d'un débat citoyen.



© Ligue de l'enseignement de l'Isère

▲ Ateliers pour mieux comprendre et expérimenter le cinéma proposés tout au long de l'année par le Méliès.



© Ligue de l'enseignement de l'Isère

▲ Situé dans un éco-quartier grenoblois, le Méliès de la Ligue 38 compte trois salles de cinéma.



© Ligue de l'enseignement de l'Isère

▲ La Ligue 38 propose des colonies de vacances en France et à l'étranger ainsi que dans ses deux centres isérois à Autrans et Villard-de-Lans.



© Ligue de l'enseignement de l'Isère

▲ Résistances en chemins, projet mêlant histoire, sport et arts plastiques, rassemble chaque année près de 1 000 enfants de CM1/CM2 sur le thème de la Résistance.



© Le Prunier sauvage



© Pascale Cholette - La Bobine



© Le Prunier sauvage

Directeur de la publication : Jean-Michel Ducomte ; **Responsable éditoriale :** Nadia Bellaoui ; **Rédactrice en chef :** Ariane Ioannides ;
Rédactrice en chef adjointe : Mélanie Gallard ; **Ont collaboré à ce numéro :** Charles Conte, Géraldine Dauvergne, Thomas Dusseau, Christophe Dutheil, Isabelle Gravillon, Sylvain Henry, Philippe Ridou, Aurélia Sevestre ; **Conception graphique :** Anne Vanwynsberghe ; **Dessin :** Lasserpe ;

Photo de couverture : © Jacques Pierre/Hemis.fr ; **Imprimerie & Photogravure :** Évoluprint, Tél. 05 62 22 07 70, labellisée Imprim'vert ; Dépôt légal : été 2017 ;
 N° CPPAP 0620 G 86751 ; N° ISSN 1167 54 38 ; la Ligue de l'enseignement, 3 rue Récamier, 75341 Paris cedex 07. Tél. 01 43 58 97 52 –
 E-mail : iem@laligue.org – Site : <http://blogcom.laligue.org/cat/iem>



CULTURE

Le Méliès : l'art de faire du « cinéma autrement »

Classé art et essai, le cinéma grenoblois le Méliès propose, en plus de sa programmation, des cours théoriques et des ateliers de création. Soucieux de toucher un public toujours plus large, l'établissement mène une politique tarifaire adaptée.

Le cinéma le Méliès, où guichets automatiques et spots publicitaires sont proscrits, est un lieu à part. Et assister à une projection suivie d'une rencontre-débat avec un réalisateur ou un comédien, une expérience toujours singulière pour le public. Quant aux films destinés aux enfants, ils font l'objet d'une présentation en salle par l'un des membres de l'équipe (une dizaine de personnes). « *Un accompagnement volontariste* », explique le directeur-programmateur Bruno Thivillier, entre deux projections au Festival de Cannes.

En quinze jours, il y aura vu pas moins de cinquante films. Notamment *Visages, vilages*, le documentaire⁽¹⁾ d'Agnès Varda et de l'artiste JR, qui ont sillonné les routes de France allant à la rencontre « des gens ». Un coup de cœur projeté pour la première fois en juin, à l'occasion de la Fête du cinéma. Ce sera aussi celle du Méliès, qui célèbre cette année ses cinquante ans d'existence, mais aussi les cinq ans de son nouvel équipement, plus grand (le cinéma est passé d'un mono-écran à trois salles pouvant accueillir environ 500 personnes), plus moderne et plus viable économiquement.

Seuls quelques-uns des films vus par Bruno Thivillier à Cannes seront finalement programmés à Grenoble dans les prochains mois. « *Tous les films sont choisis donc vus et triés* », met-il en avant, comme un gage de qualité. Les partis pris esthétiques, voire politiques, spécialement dans le champ documentaire, sont également assumés et revendiqués. Voilà notamment ce qui différencie ce cinéma – situé sur le site d'une ancienne enclave militaire (caserne de Bonne), dans un écoquartier innovant – des grands multiplexes où les films sont montrés en fonction de leur potentiel commercial. Le Méliès, une alternative aux grands groupes d'exploitation ? « *Du cinéma autrement* », répond le directeur.

Et quand la durée d'exposition d'un film est de quelques semaines en moyenne dans un « gros » cinéma, elle peut atteindre plusieurs mois au Méliès. *Ma vie de courgette*, film d'ani-



© Ligue de l'enseignement de l'Isère

mation réalisé l'an dernier par Claude Barras, est ainsi resté à l'affiche pendant 30 semaines, de novembre à mai. « *Avec un vrai travail d'accompagnement auprès des enseignants* », relate Bruno Thivillier, qui accueille plusieurs fois par semaine des groupes scolaires.

À LA CROISÉE DE PLUSIEURS CHAMPS ARTISTIQUES

Classé art et essai, triplement labellisé (Recherche et découverte, Jeune public, Patrimoine et répertoire), doté d'un espace culturel avec un café et ouvert tous les jours de l'année, le Méliès se distingue également avec le développement de l'activité de formation des publics. Une fois par mois, quelque 350 personnes participent ainsi aux cours de cinéma dispensés par deux intervenants extérieurs. « *L'idée est de choisir un corpus d'une dizaine d'œuvres sur une thématique, de les diffuser et de proposer une approche théorique et analytique de ces films en les replaçant dans leur contexte.* » Un programme baptisé « Voir ensemble » est également proposé aux enfants tous les mois.

« *On n'est pas un lieu de diffusion lambda*, résume Bruno Thivillier. *Le Méliès se veut à la croisée de plusieurs champs artistiques.* » C'est pourquoi des modules de création et des ateliers pratiques (faire un film d'animation, manipuler la pellicule, etc.) complètent l'offre culturelle qui donne à ce cinéma une autre dimension. « *Le cinéma, c'est encore un lieu très particulier dans la cité, un lieu de convivialité où se mélangent les publics et où la parole est donnée.* » La politique tarifaire, adaptée aux situations de tous les publics, est aussi une clé du succès : l'an dernier, le cinéma a ainsi comptabilisé près de 200 000 entrées.

• **Thomas Dusseau**

(1) A remporté le prix du meilleur documentaire au dernier Festival de Cannes.

<http://www.laligue38.org/cinema-le-melies>

Le Prunier sauvage, un lieu audacieux

Installé dans un quartier paupérisé de Grenoble, le Prunier sauvage explore depuis cinq ans la place de l'art et de la culture dans une dimension sociétale.

« **U**n lieu de vie artistique et culturelle. » Ainsi le directeur de l'association Cultur'Act, Brahim Rajab, décrit-il le Prunier sauvage. « *Ce n'est pas juste un lieu de spectacle* », insiste-t-il, avant de préciser les trois axes d'intervention de cet espace situé en zone urbaine sensible (ZUS) dans le quartier Paul Mistral, aux abords du parc des Champs-Élysées, plus connu des Grenoblois sous le nom de « parc Bachelard ». Soit la diffusion de spectacles vivants, dans « *une petite salle chaleureuse* », le soutien à la création et aux pratiques – le lieu abrite notamment des locaux de répétition et un studio d'enregistrement – et l'action cultu-

relle. « *Avant la création de ce lieu (en 2012), il existait très peu d'offres en matière d'éducation artistique dans ce quartier, où le levier culturel était considéré, ces trente dernières années, comme secondaire* », analyse Brahim Rajab. Aujourd'hui, le Prunier sauvage attire un public nombreux, venu de toute l'agglomération et bien au-delà. « *Un gros travail est effectué pour permettre à tous d'accéder à l'expression artistique et culturelle, pour développer le capital culturel des plus jeunes, ouvrir le quartier, lutter contre les phénomènes de repli* », explique le directeur. Un orchestre composé d'enfants a par exemple été mis en place. Ou encore une université populaire, baptisée



© Le Prunier sauvage

« *Démocratie en chantier* », pour débattre, apprendre et donner à chacun l'occasion de s'exprimer.

UN PROJET DE RAYONNEMENT DÉPARTEMENTAL

Ainsi naissent des projets exigeants et audacieux au Prunier sauvage, comme la création d'un « parc des Arts » dans le « parc Bachelard ». « *C'est le principal atout du territoire. On voudrait le magnifier, le rendre plus visible et créer un pôle d'excellence artistique et culturel qui rayonnerait sur tout le département.* » En plus du théâtre de verdure, inauguré le 9 avril dernier, il comprendrait notamment une piste de danse,

un espace de création pour les arts de la rue, un lieu de restauration ou encore un espace de bien-être. « *Portée par un collectif d'habitants du quartier et de la ville avec un comité de pilotage dirigé par le Prunier sauvage, l'idée est en cours de négociation avec les élus mais c'est en bonne voie. On essaye de créer un projet qui soit véritablement ancré et non hors sol* », indique Brahim Rajab. La programmation de plusieurs spectacles en plein air, cet été, lancera d'ailleurs la préfiguration de ce lieu unique.

• **T. D.**

<https://lepruniersauvage.com/>

La Casemate : la culture scientifique en pratique

Loin des expositions théoriques, le Centre de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI) de Grenoble invite ses visiteurs à s'approprier ses découvertes. Ou comment l'expérimentation permet la transmission du savoir.

Souhaitez-vous un décryptage sur les enjeux du baratin « pseudo profond » ? Un éclairage sur les nanotechnologies appliquées au traitement du cancer, ou encore découvrir l'histoire d'un neurotransmetteur « bien excitant » ? Des sujets très accrocheurs détaillés sur la plate-forme « Echosciences Grenoble », pure player d'information scientifique développé depuis quelques années par le Centre de culture scientifique, technique et industrielle de

Grenoble (CCSTI). L'une des initiatives phares de cette association aujourd'hui incontournable tout à la fois en Isère et parmi les acteurs scientifiques nationaux.

À l'origine, la maison de la culture de Grenoble lance, lors de son ouverture en 1968, un service « animation sciences ». Son succès conduit à la création, en 1979, de ce « CCSTI » dit « la Casemate » parce qu'installé dans les anciennes fortifications de la ville. Les coopérations avec l'univer-

sité et les musées de Grenoble et les nombreuses initiatives progressivement développées auprès d'une large frange de la population ont fait de la Casemate et sa vingtaine de salariés une référence nationale. Un modèle qui s'est décliné partout en France via une quarantaine de centres de culture scientifique similaires, preuve de l'intérêt du grand public. « Notre mission tient tout à la fois aux événements que nous organisons et à la valorisation des acteurs de terrain, résume le directeur Laurent Chicoineau. L'ambition est de rendre plus accessibles les enjeux scientifiques sans toutefois jouer au savant rigolo. »

POURQUOI LES FEUILLES DES ARBRES TOMBENT À L'AUTOMNE ?

À la rentrée, la Casemate ouvrira une exposition en direction des enfants de 3 à 7 ans sur le thème des quatre saisons. Pourquoi les feuilles des arbres tombent à l'automne ? Pourquoi fait-il froid, doux, chaud ou très chaud ? Pourquoi la pluie et la neige ? Quatre arbres interactifs permettent de comprendre l'évolution du temps. Autre projet : un jardin urbain cultivé sur le toit de l'association pour pro-

duire des agromatériaux utilisés par la suite comme matières premières dans son « Fab Lab ». La présentation de ce laboratoire de fabrication est attractive : « *Imprimantes 3D, découpeuses laser, fraiseuses à bois ou à cire, cartes électroniques, machine à coudre... vous pouvez venir au Fab Lab pour fabriquer presque tout par vous-même et surtout avec les autres.* » Elle dit beaucoup de l'action de la Casemate, soit une culture scientifique qui dépasse la théorie pour s'inviter dans notre quotidien.

« Il s'agit de s'appuyer sur les sciences et les nouvelles technologies pour trouver des solutions à nos problèmes pratiques », souligne Laurent Chicoineau. Une autre approche que celle des grands musées qui accueillent un public davantage spectateur. La Casemate invite par ailleurs ses expérimentateurs à partager et à expliquer leurs découvertes aux visiteurs. Une manière directe de les impacter sur ces enjeux numériques, énergétiques ou d'expérimentation sociale qui permettent de changer la société à l'échelle locale. Une démarche manifestement stimulante.

• Sylvain Henry
<https://lacasemate.fr/>

La Bobine : scène artistique... et atypique

La Bobine est un lieu culturel indépendant avec comme particularité première une programmation assurée par des groupes de bénévoles constitués en commissions.

Avec quelque 280 dates dans l'année, la Bobine, lieu de diffusion et studio de répétition, est bien implantée dans le paysage culturel grenoblois. Depuis vingt ans, l'association, fidèle à sa vocation de départ, permet à des groupes de musique et artistes émergents de se produire. Ce qui fait sa particularité, « c'est qu'il n'y a pas un seul et unique programmeur mais des groupes de bénévoles constitués en commissions de programmation », explique Mélanie Alaitru, coordinatrice générale de la Bobine, « et non pas directrice – les mots ont un sens », précise-t-elle, comme pour mieux affirmer la logique collective qui sous-tend l'intégralité du projet du lieu.

UNE STRUCTURE "APPRENANTE"

« L'idée de gérer la programmation par des commissions de bénévoles relève bien d'un choix d'organisation et non pas d'un défaut de moyens, assure Mélanie Alaitru, puisque nous avons des programmeurs de métier parmi les salariés de l'association », poursuit-elle. Ici, ils ont avant tout un rôle d'accompagnement des bénévoles et d'animation des commissions. Dès l'origine, les créateurs de la Bobine ont pris le parti de faire de ces commissions des « structures apprenantes ». « Le professionnalisme n'est pas lié au statut », affirme la coordinatrice. L'éducation populaire, c'est aussi faire le pari de

l'apprentissage et de l'expertise de chacun.

La Bobine compte huit commissions – comme autant de genres artistiques proposés (concert, spectacle, jeune public, expo...) – et environ soixante-dix programmeurs, à raison de sept à quinze personnes maximum dans chacune d'elles. Le travail des commissions est guidé par une charte et chaque décision est validée par le CA de l'association : « Un cadre qui garantit notre ligne artistique », avance Mélanie Alaitru. Au sein de chaque commission, le fonctionnement est « collectif et transparent ». Il est aussi « démocratique, puisque chacun est force de proposition et qu'un membre égale une voix ». La politique tarifaire, tenant compte du souci d'accessibilité aux spectacles, l'agenda et le budget relèvent des prérogatives des commissions.

OUVERTURE ET ACCESSIBILITÉ

En 2010, la Bobine a déménagé pour un lieu plus grand, situé dans un parc à la jonction du centre-ville et des quartiers plus populaires. Une évolution qui a nécessité de « réaffirmer le projet, notamment sur l'ouverture et l'accessibilité du lieu », raconte Mélanie Alaitru. Depuis 2013,

la Bobine bénéficie d'un DLA – dispositif local d'accompagnement. Elle développe deux axes : l'accompagnement artistique et l'action culturelle en direction des quartiers populaires. Un groupe de musiciens et une compagnie de théâtre se voient accompagnés tout au long de leur travail de création. En s'appuyant sur les savoir-faire culturels, les artistes interviennent dans les quartiers « afin de développer le sens critique et d'émerveiller le monde par le questionnement », argue Mélanie Alaitru. Ainsi, des ateliers s'organisent dans les écoles et une déambulation coconstruite avec les habitants est prévue.

L'autre fierté revendiquée de la Bobine, c'est son « indépendance financière à 95 %, sur un budget de fonctionnement de près de 1,2 million d'euros », avance la coordinatrice. Seuls quelque 66 000 € de subventions publiques sont accordés par la région, le département et la municipalité de Grenoble.

• Philippe Ridou

<http://www.labobine.net/>



© Pascale Cholette - La Bobine

ÉDUCATION

La Bouture : première étape vers le raccrochage scolaire

Depuis vingt ans, l'association grenobloise la Bouture interpelle et multiplie les actions pour lutter contre le décrochage scolaire.

Tout est foutu. C'est en général le sentiment des 200 jeunes qui poussent chaque année les portes de la Bouture. Adolescents ou jeunes adultes, ils sont sur le point de rejoindre les 70 000 jeunes quittant l'école chaque année en France sans diplôme et sans bagage. « Ils sont en marge des dispositifs d'accompagnement classiques », explique Vincent Costes, délégué général de cette association créée en 1996 à Grenoble. « Nous les accueillons seuls ou avec leurs parents et faisons un point sur leur

situation. » Avec pour objectif d'identifier les points de rupture, de les réconcilier avec l'histoire scolaire et de leur permettre de « se réapproprier l'avenir ».

À l'origine de l'association, deux enseignants grenoblois obtiennent de l'Éducation nationale un an de disponibilité pour étudier le phénomène du décrochage scolaire ; un sujet jamais abordé dans le débat public. Rejoints par une poignée de militants, ils demandent la création de structures dédiées. Devant la fin de non-recevoir des pouvoirs

publics, les deux chercheurs mobilisent universitaires, monde enseignant, élus et travailleurs sociaux et finissent par obtenir en 2000 la création à Grenoble d'une structure à destination de ceux qui sont alors considérés comme des « perdus de vue » du système scolaire : le premier « CLEPT », collège lycée élitare pour tous, est un dispositif expérimental ouvert aux 15-24 ans désireux de reprendre une scolarité après avoir quitté tout type d'établissement scolaire, qu'il soit général, technique ou professionnel.

OSER TOUT ENVISAGER

La Bouture réoriente alors ses activités en intervenant en amont du décrochage. Soit un travail individuel avec l'ambition de permettre aux jeunes de devenir acteurs de leurs parcours. Vincent Costes raconte l'expérience de cette jeune fille diplômée d'un CAP vente qui voulait changer de voie et devenir infirmière. « Vous rêvez jeune fille ! », lui rétorquent les professionnels de la formation qu'elle rencontre. « Elle avait 17 ans quand elle a rejoint l'association, on lui avait brisé son rêve, se souvient le délégué général de la Bouture. Pourquoi ? Parce qu'elle a été ramenée aux difficultés qu'elle

avait rencontrées lorsqu'elle avait 14 ans, comme si elle devait en payer la facture toute sa vie. »

L'association, qui intervient en milieu scolaire et auprès de professionnels du secteur éducatif pour sensibiliser sur l'enjeu du décrochage, accompagne les jeunes pour leur permettre d'explorer toutes les pistes, d'envisager toutes les possibilités : « Pourquoi, par exemple, un bac pro vente interdirait ensuite de démarrer des études de littérature ? Tout ne se joue pas au collège ou au lycée, un parcours professionnel peut se construire tardivement. » Après de premiers échanges téléphoniques – 900 contacts par an – et les entretiens pour reconstruire un projet professionnel, la Bouture oriente certains jeunes vers le « CLEPT » de Grenoble qu'elle a donc contribué à créer. Les autres sortent avec des clés pour mieux comprendre leur environnement – comment solliciter un stage, une formation, etc. Et ne plus le subir.

• Sylvain Henry

Université populaire : un lieu de confrontation, de dialogue et de formation

L'Université populaire de Villeneuve offre aux habitants un espace d'expression et des clés pour mieux comprendre les phénomènes de société.



« Toutes les choses, même si elles sont difficiles à dire ou à entendre, doivent être dites. » Alain Manac'h, membre du comité de pilotage de l'Université populaire (UP) de Villeneuve et co-président du Collectif Villeneuve debout – une des cinq associations qui portent le projet⁽¹⁾ –, milite pour s'attaquer de front aux problèmes de fond.

L'UP, espace de dialogue, de formation et d'éveil d'un esprit critique, était en gestation depuis 2010, « depuis les émeutes et le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy⁽²⁾. Elle a pris corps après les attentats de Charlie Hebdo », confie-t-il. Dans ce quartier de près de 14 000 habitants, et où « l'utopie d'une mixité est souvent dégradée », il était urgent de créer « un lieu de confrontation d'idées, en rassemblant des publics distincts, des personnes qui n'ont pas l'habitude de se côtoyer, afin de construire du commun à partir de nos différences en prenant en compte les rapports de pouvoir et de domination ».

COMPRENDRE, AGIR, APPRENDRE

Les formations de l'Université populaire s'articulent autour de trois axes : comprendre, agir et apprendre. Un cycle propose de « dialoguer dans la différence » et vise à une meilleure compréhension des grandes évolutions et grands phénomènes de société. Un second cycle forme à l'action et dispense des outils et des stratégies de coopéra-

tion. Il est également possible de « connaître pour agir », ou comment décrypter les arcanes des collectivités locales et de la politique de la Ville.

Pour atteindre ces objectifs, l'Université populaire « accompagne les demandes des habitants en recueillant les avis, les besoins, en les organisant et en permettant de construire des réponses à des questions identifiées », explique Alain Manac'h, et de prôner « la transmission et le renouvellement des savoirs issus de l'expérience des habitants, des acteurs du quartier en les croisant avec les savoirs universitaires ».

En outre, l'UP organise des rencontres sur des thématiques telles que « Discrimination, islamophobie, racisme », « Mémoires d'immigrés », « Quartiers, ghettos ? » ou encore « Liberté d'expression ». La séquence dure trois heures et débute par des témoignages, des prises de parole individuelles, éventuellement présentées sous forme de micro-trottoirs réalisés dans le quartier. Les échanges sont animés par un bénévole formé en amont et se font en petits groupes de 5 à 6 personnes. Une restitution des réflexions est ensuite effectuée. Un intervenant, « mêlé à la salle et non sur une estrade », précise Alain Manac'h, soucieux des enjeux de domination, apporte un éclairage complémentaire. Un débat clôture la séance. Chaque séance est filmée et enregistrée. Il demeure la question de la capitalisation de tous les échanges. L'UP fonctionne essentiellement grâce au bénévolat et ne dispose pas de moyens suffisants pour, par exemple, créer un vrai site Internet.

• Philippe Ridou

(1) Arc en Ciel, la Régie de Quartier, Modus Operandi, À Bord Perdu et Villeneuve debout.

(2) En 2010, un jeune braqueur en fuite est abattu par la police à Villeneuve. Le quartier est le théâtre d'émeutes. Nicolas Sarkozy répond par le discours de Grenoble. Il avance des mesures très sécuritaires et fait le lien entre immigration et délinquance.

Y-Nove : les jeunes créent leur propre politique

Lauréate du programme d'investissement d'avenir (PIA), l'association Y-Nove vise à créer des politiques jeunesse concertées sur l'ensemble de la métropole grenobloise. Avec comme objectif de dupliquer les bonnes pratiques, d'en créer de nouvelles, en les adaptant aux réalités des territoires.



© Benoît Debusisier

« Tout est né d'un constat et d'une opportunité », raconte Jean-François Miralles, acteur socioculturel travaillant depuis près de quinze ans à « l'émancipation et l'autonomie des jeunes grenoblois », et coordinateur de l'association Y-Nove qui fédère aujourd'hui une trentaine d'acteurs locaux : associations, collectivités territoriales, entreprises de l'agglomération grenobloise...

Le constat, c'est celui partagé par tous : l'augmentation de la précarité des jeunes, leur distanciation vis-à-vis de la vie politique... Auquel s'ajoute la diminution des activités associatives à leur intention, faute de subventions.

L'opportunité, c'est celle d'avoir remporté un appel à projets du ministère de la Jeunesse et des Sports dans le cadre du programme d'investissement d'avenir (PIA). « Le cahier des charges insistait sur trois axes : l'innovation, la pluralité des partenaires locaux mobilisés et l'implication des jeunes », précise Jean-François Miralles.

Financé pour cinq ans par le ministère et soutenu financièrement par Grenoble Alpes Métropole et le département de l'Isère, Y-Nove compte quelques projets déjà amorcés : une radio où les jeunes interviewent les maires pour générer une connaissance mutuelle, ou encore « Rouler utile », qui permet aux jeunes d'apprendre à conduire, tout en rendant des services aux personnes les plus isolées.

LES JEUNES INVESTISSENT L'AGORA

Plus globalement, le côté novateur du projet repose sur le fait de répertorier les initiatives, les expérimentations et

les bonnes pratiques menées par les services jeunesse, les associations et les entreprises avec l'idée de les dupliquer, de les essayer ailleurs, en les adaptant à l'environnement et au public.

Ce travail s'effectue lors d'agoras, mobiles sur toute l'agglomération. Elles se tiennent tous les deux mois. Il s'agit d'un temps d'échange entre des jeunes – essentiellement des 13-30 ans – et des élus, des techniciens, des associatifs. L'idée est de poser un diagnostic commun. L'agora débute par un temps de réflexion, par petites tables, basé sur du ressenti. « L'objectif est de dégager des perspectives de chantiers collectifs », explique Jean-François Miralles. Le second temps est « une foire aux projets », des jeunes eux-mêmes ou des structures. « On mobilise les réseaux, les personnes ressources... », poursuit le coordinateur. Surtout, « on propose de développer des projets testés ailleurs. Et les jeunes votent s'ils sont convaincus de leur pertinence ». Cela débouche sur des ateliers, pilotés par Y-Nove, dans lesquels se retrouvent à nouveau jeunes, associations, municipalités et entreprises. Le but est d'adapter l'expérimentation aux réalités du territoire visé.

UN ENJEU DE SOLIDARITÉ INTERCOMMUNALE

Y-Nove est aussi née d'une autre réalité, celle d'agir, non plus seulement sur l'agglomération grenobloise, constituée essentiellement de communes urbaines, dotées de services jeunesse, d'associations et de locaux dédiés, mais sur l'ensemble de la métropole, englobant 49 collectivités dont des semi-rurales, « pauvres en équipements et en ressources humaines », retrace Jean-François Miralles. Il y avait donc un enjeu d'équité et de solidarité intercommunale à mettre en œuvre. « Il fallait rendre le mille-feuille d'intervenants poreux et définir une stratégie commune », résume-t-il.

• P. R.

<http://y-nove.org/>

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le cairn, une monnaie pour consommer local et responsable

Depuis plus d'un an, un groupe de citoyens s'est constitué pour porter le projet d'une monnaie locale sur la région grenobloise : le cairn. Cette monnaie, complémentaire à l'euro, devrait être en circulation à l'automne 2017. Thibaut Capblancq, président de l'association pour la création du cairn, expose l'intérêt de la démarche.

Les Idées en mouvement : Une monnaie locale complémentaire (MLC), cela consiste en quoi ?

Thibaut Capblancq : C'est une monnaie, complémentaire à l'euro, qui a pour objectif de relocaliser les échanges économiques et de créer du lien social. C'est un réseau d'échanges propre à un territoire restreint. Chez nous, c'est le cairn. Il circule et est accepté comme moyen de paiement dans un réseau de partenaires économiques locaux :

commerces, producteurs, artisans, associations, professions libérales ainsi que les collectivités locales.

Une monnaie locale change-t-elle notre rapport à l'argent ?

Une monnaie locale permet à tout un chacun de se réapproprier l'usage de la monnaie en dehors de toute spéculation, de se rappeler qu'elle n'est qu'un outil pour acquérir des biens et des services. Pour une

partie des échanges économiques, elle permet de redéfinir les règles.

Elle change aussi notre façon de consommer ?

C'est un outil de responsabilisation de la consommation. Les professionnels adhérents du réseau ne pratiquent pas tous les tarifs les plus bas du marché mais il faut aussi tenir compte de la plus-value que cela apporte au territoire. Cela peut contribuer à garder un savoir-faire, conserver du lien social, par exemple en maintenant une épicerie de proximité, ou bien encore à favoriser le producteur du coin, ce qui est bon pour l'environnement.

La dimension éthique est donc importante. Quels sont vos critères d'adhésion au cairn ?

Ils sont au nombre de trois. D'abord, signer la charte de valeurs de l'association : les membres s'engagent à respecter l'environnement ainsi que les conditions de travail de leurs salariés ou bénévoles. Ensuite, appartenir à la zone géographique du cairn. Et, pour les professionnels, avoir une quasi totale indépendance dans le choix de leurs fournisseurs. Ce qui disqualifie d'entrée les grosses franchises et les enseignes de grande

distribution. L'idée, c'est que la monnaie circule et soit réinvestie chez les commerçants ou prestataires de la zone du cairn.

Est-ce qu'une monnaie locale ne profite pas seulement à ceux qui ont déjà de l'argent ?

Un cairn égale un euro, mais nous avons décidé de pratiquer une bonification sur critères sociaux. Autrement dit, une personne qui a des revenus modestes échangera 20€ contre 21 cairns. On peut aussi imaginer qu'une collectivité, via une régie municipale par exemple, redistribue des cairns aux usagers bénéficiant d'une tarification solidaire de l'eau.

Création de l'association en 2015, lancement du cairn en octobre 2017 : pourquoi tant de temps de mise en œuvre ?

D'abord parce qu'il s'agit d'une construction que nous souhaitons la plus collective possible. Et que le cairn ne marche que s'il y a une appropriation citoyenne. Une MLC nécessite des utilisateurs, idéalement 1 500 à 2 000, et environ 300 prestataires. Il faut donc du temps pour les recruter.

• Propos recueillis par P. R.

PORTRAIT

« Se souvenir de l'avenir »

La fédération de l'Isère, qui accueille cette année l'assemblée générale de la Ligue, souffle ses 90 bougies. Une nonagénaire enthousiaste qui, au travers de ses actions, œuvre à l'émancipation de l'individu et au développement social autour de valeurs communes.

La Ligue de l'enseignement de l'Isère, 90 ans cette année, accueille l'assemblée générale de la Ligue, du 23 au 25 juin, à Grenoble. Une première pour cette fédération de 12 000 adhérents à laquelle sont affiliées quelque 300 associations et qui entend s'appuyer sur l'événement pour promouvoir ses actions. « Les salariés, les membres du conseil d'administration comme les bénévoles : tout le monde s'est mobilisé », glisse le secrétaire général Franck Prémumey. « C'est un coup de projecteur sur nos activités », se félicite son président Éric Favéy, par ailleurs vice-président de la Ligue nationale. Un zoom sur un département dans lequel les cercles laïques et autres initiatives précurseurs ont commencé à se développer dès le lendemain de la Première Guerre mondiale.

La Ligue de l'Isère voit le jour en 1927, lorsque sur le plan national la Ligue décide de créer des fédérations départementales. Son premier président, le sénateur-maire de Vienne Joseph Brenier, dirigera plus tard la Ligue nationale, entre 1934 et 1942. « Au départ, les activités étaient surtout centrées sur les colonies de vacances », raconte Régis Moreira, qui travaille depuis plusieurs mois sur les événements liés à l'anniversaire de la fédération. En 1944, la Ligue de l'Isère se reconstruit sous l'impulsion de son nouveau président Edmond Esmonin, professeur d'histoire et maire adjoint de Grenoble. Les différents secteurs d'activité se structurent via plusieurs unions fédérales et, au fil des décennies, des dispositifs en faveur de la citoyenneté et de l'éducation pour tous sont initiés, s'ancrant peu à peu solidement dans le paysage associatif local.

UN CINÉ, UN CENTRE DE JEUNESSE : DEUX PROJETS PHARES

Aujourd'hui, les séjours et classes de découvertes sont bien sûr toujours là, structurés au sein d'un service dédié depuis 2002. Pour ne citer que quelques autres dispositifs : le projet pédagogique « Résistances en chemins » touche aujourd'hui 900 enfants sur le thème de la Seconde Guerre mondiale⁽¹⁾ ; la campagne « Jouons la carte de la fraternité » pour laquelle enfants et adolescents écrivent des messages de paix à des anonymes de leur

département ; le dispositif « Lire et faire lire » rassemble plus de 300 lectrices et lecteurs qui font vivre contes et histoires à près de 6 000 enfants chaque année... « C'est une fédération enthousiaste au fort dynamisme », sourit Charles-Denis Lévy-Soussan, membre du conseil d'administration très engagé dans « Lire et faire lire ».

Confirmation avec deux récents projets d'envergure. En investissant 2,5 millions d'euros dans le cinéma d'art et essai le Méliès, voilà 5 ans, la Ligue de l'Isère prenait un risque financier mais misait sur une offre culturelle singulière (lire l'article consacré au Méliès page 4). Le Méliès est d'ailleurs l'un des théâtres des célébrations du 90^e anniversaire, parmi d'autres colloques, rencontres et événements culturels et sportifs.

Autre projet phare : l'acquisition d'un centre de jeunesse de 350 lits à Autrans, dans le cœur du parc naturel régional du Vercors, racheté au conseil départemental de l'Isère en 2015 et dans lequel 4,5 millions d'euros vont être investis. « C'est le chantier qui va nous porter sur les prochaines années, confie Franck Prémumey. Tout en maintenant bien sûr nos actions en cours. » Le montage est technique, en lien avec la Caisse des dépôts et consignations, preuve du savoir-faire comptable et budgétaire de

cette entreprise de l'économie sociale et solidaire qui doit se battre au quotidien dans un contexte de subventions plus rares – les subventions représentent environ 12 % du budget de la Ligue 38.

ASSOCIATIONS ET SYNDICATS RÉUNIS DANS UN GROUPE « LAÏCITÉ »

En Isère, comme dans l'ensemble des fédérations, rarement l'éducation populaire n'a paru aussi essentielle au vivre ensemble. Le secrétaire général évoque les attentats qui ont frappé la France : « Nous avons pris des initiatives pour réunir de nouveau les associations du département qui défendent la laïcité. Certaines s'étaient parfois éloignées car elles portaient des visions un peu différentes. Nous nous retrouvons aujourd'hui. » Un groupe « laïcité » a vu le jour, rassemblant associations et syndicats. La Journée de la laïcité, le 9 décembre, a été déclinée localement. Et la Ligue de l'Isère a répondu aux invitations des inspecteurs de l'Éducation nationale et enseignants qui l'ont sollicitée pour intervenir dans les établissements scolaires sur les valeurs de la République. « Nous nous sommes totalement inscrits dans le parcours citoyen développé suite aux événements », explique Franck Prémumey.

Ce travail sur les valeurs d'émancipation des personnes et de développement tout à la fois social, économique et démocratique est au cœur du projet fédéral portant sur les années 2015-2018. Il s'agit, peut-on lire dans le guide de la Ligue 38 résumant ses actions, de partager ses valeurs, « mais aussi de mobiliser en intervenant dans le débat public et en communiquant sur le sens de ses actions et sur les situations socio-politiques actuelles ».

Au plan national, la Ligue avait appelé au soir du premier tour de la Présidentielle à refuser « la vision réactionnaire et identitaire de la France promue par le FN (et) son programme inégalitaire et xénophobe ». « L'extrême droite s'appuie sur des ressorts émotionnels et non sur la réflexion », estime Charles-

Denis Lévy-Soussan, alors que certains villages de l'Isère ont voté jusqu'à 40 % pour Marine Le Pen. « L'éducation populaire doit permettre ce travail de réflexion et d'analyse. » En étant bien davantage qu'un prestataire de services, en portant une vision politique et citoyenne. « C'est dans l'action quotidienne que nous ferons reculer les extrêmes, insiste-t-il. C'est d'autant plus nécessaire que certaines populations rurales se replient aujourd'hui sur leur environnement immédiat et ont une réceptivité moindre aux interventions qui leur sont proposées. »

Quelle réponse en Isère ? « Nous travaillons à produire de l'action sur l'ensemble du territoire tout en fédérant, motivant et valorisant les associations locales et les acteurs de terrain, explique le président Éric Favéy. Nous voulons favoriser toutes les initiatives locales qui permettent aux habitants de se connaître, d'échanger, de tisser du lien. » C'est en trouvant ainsi des relais locaux, dit-il, que les actions mailleront l'ensemble d'un département scindé entre, d'un côté, le nord de l'Isère qui touche au bassin de vie lyonnais, de l'autre, le sud rural et montagnard, et, au centre, la métropole grenobloise et ses 450 000 habitants.

Le 90^e anniversaire et les événements organisés dans ce cadre ont été voulus pour permettre à plusieurs générations de se retrouver autour d'une histoire commune et du slogan de la fédération : « Se souvenir de l'avenir » – le même qui avait l'année dernière structuré les travaux de la question de congrès lors des 150 ans de la Ligue de l'enseignement. Les 80 jeunes en service civique contribuent à ce lien et ce relais intergénérationnel. Des militants manifestement ultra motivés et c'est tant mieux. Car, pour Éric Favéy, il n'y a pas le choix : il faut en faire « encore plus » pour répondre à la situation morale et politique du pays.

• Sylvain Henry

(1) Lire l'article sur ce projet dans *les Idées en mouvement* n° 229 - automne 2016.



▲ Classes de découvertes nature dans le Vercors pour les petits Grenoblois.

FRANÇOIS TADDÉI

« La notion d'esprit critique devient plus importante que jamais »

La Ligue de l'enseignement se lance dans une démarche de prospective autour du sujet : « Former le citoyen en 2040 ? » L'objectif est d'imaginer des futurs possibles (et souhaitables) pour interroger nos actions d'aujourd'hui et de demain. François Taddéi, chercheur, biologiste et directeur du CRI (Centre de recherches interdisciplinaires) a accepté de se plier à l'exercice.

Les Idées en mouvement : Quelles sont les évolutions à venir, celles qui vous paraissent fortement probables, dans le monde des technologies ?

François Taddéi : Les tendances lourdes qui nous sont annoncées sont que la robotique, l'intelligence artificielle et le numérique vont continuer leur développement exponentiel. Certains parlent de la fin du travail, de la supériorité de l'intelligence de la machine sur l'Homme, d'autres pensent que nous serons directement interfacés avec le Web par le biais d'électrodes. Il existe de multiples scénarios possibles, plus ou moins intéressants et plus ou moins souhaitables. Ce qui me paraît assez sûr, c'est que plus les machines seront puissantes, plus il faudra travailler sur ce qui fera le propre de l'Homme. Si les machines, l'intelligence artificielle, le *big data* sont plutôt capables de prolonger les tendances, ils ne peuvent, en revanche, ni penser les ruptures, ni donner du sens. Selon Bill Gates, on surestime l'impact du digital à court terme, et on le sous-estime à long terme. Finalement, la question principale est quelles sont les technologies acceptables pour les humains, quelle sont celles auxquelles on a envie de contribuer ? Ces technologies nous sont-elles imposées ? Ou peut-on être des auteurs et des acteurs du développement de celles-ci ? Ces technologies sont-elles open source et ouvertes afin que tout le monde puisse se les approprier ou sont-elles propriétaires et fermées ? Ce sont des vrais choix de société : être simplement des consommateurs ou des acteurs et des auteurs du futur.

Face à ces choix de société, la place de la formation des jeunes est interrogée...

La formation des formateurs est clé car les jeunes que l'on forme aujourd'hui formeront la prochaine génération en 2040. Entre 2017 et 2040, le besoin est de former des formateurs encore plus ouverts que la moyenne des gens : des chercheurs de solutions, des acteurs du changement, des citoyens engagés, des personnes capables de s'approprier ces nouvelles technologies. Et tout cela, en plus de choses plus traditionnelles comme l'accompagnement bienveillant des jeunes, la gestion des conflits au sein d'un collectif, etc. La compréhension des dynamiques du changement est fondamentale. Elles viennent de la technologie, de la recherche et de la formation. Le formateur doit être chercheur, comprendre et s'approprier les technologies, contribuer à en produire ou savoir quand les couper, c'est-à-dire avoir un regard critique. Les formateurs, ce sont l'ensemble des gens qui ont la responsabilité de l'accompa-

gnement des jeunes : enseignants, animateurs périscolaires, parents...

Avec le numérique, et le flux continu et massif des informations, il y a une certaine remise en question de la place du « sachant » mais aussi du statut même du savoir. Ce qui pose, en creux, la question de la légitimité...

Traditionnellement, les personnes légitimes sont issues de la génération d'avant et/ou sont celles possédant des diplômes. Dans un monde où il y a une accélération de la production de connaissances et une démocratisation de l'accès, on s'interroge toujours davantage sur cette légitimité. Aujourd'hui, ce qui fait autorité peut ne plus être l'autorité hiérarchique d'hier. Le mot de Michel Serres, qui revient à l'étymologie du mot « autorité » – ce qui augmente, ce qui fait grandir – est probablement intéressant. Demain, nous serons, je pense, tous des citoyens actifs et engagés ; des acteurs et des auteurs ; des chercheurs et des personnes capables de questionner l'existant et de créer des solutions pertinentes à des problèmes qui nous toucheront en montant des collectifs qui sauront s'auto-organiser. Cela peut sembler utopique mais en réalité il existe pleins de signes avant-coureurs de ce genre de choses aux quatre coins de la planète : des projets de sciences citoyennes, d'open source comme Wikipédia. Il faut cependant faire attention à la bêtise collective. Il existe des tas de bulles informationnelles dans lesquelles on peut s'enfermer. Sur Internet, on trouve le meilleur comme le pire. La notion d'esprit critique devient alors plus importante que jamais.

Comment former à cet esprit critique ?

Nous avons des biais cognitifs, des biais sociaux et des biais liés aux technologies. Ces trois types de biais, si nous n'en avons pas conscience, peuvent se renforcer et donner des choses très négatives (élire un président qui professe de fausses vérités). Parmi les biais cognitifs, citons ceux dits de confirmation : quand nous croyons intuitivement à quelque chose, nous cherchons des informations qui confortent notre pensée : « Il ne fait pas plus chaud qu'hier, nous cherchons des informations, nous tombons sur les sites climato-sceptiques, qui nous confortent et nous nous convainquons qu'il n'y a pas de réchauffement climatique. » Il a été montré que ce n'est pas tant le nombre d'années d'études scientifiques que l'on suit qui protège contre le fait de devenir climato-sceptiques ou création-

nistes, c'est la curiosité. Et la capacité, quand on est curieux, à aller chercher l'information qui nous surprend et à changer de perspective. C'est là que la formation des formateurs est clé. Dans le monde éducatif, il y a aujourd'hui des enseignants qui invitent leurs élèves à comprendre la théorie du complot, à chercher en quoi elles sont manipulatoires. Et quand les élèves ont bien compris le mécanisme, ils élaborent eux-mêmes une théorie du complot pour montrer à quel point cela est facile de manipuler les autres (lire l'article p. 13). Cette capacité à développer un esprit critique face aux pubs, à certains discours politiques est extrêmement important.

Le rôle des éducateurs s'en trouve renforcé...

Les éducateurs seront plus nécessaires encore mais leur mission principale ne sera pas forcément la même. Pour faire simple, hier, leur mission consistait à transmettre des connaissances. Demain, il s'agira de transmettre des valeurs mais aussi une méthodologie, un esprit critique, une capacité à douter, à questionner l'existant, à aider les jeunes à se connaître eux-mêmes : être des mentors, comme dans l'Antiquité. Ce n'est pas si nouveau mais du temps de Socrate, cela s'est mal terminé. Un mentorat bienveillant, ce n'est pas tout connaître ni imposer ses solutions, c'est accompagner le jeune dans ses explorations.

Quels sont les enjeux pour un mouvement d'éducation populaire comme la Ligue ?

Quand on a une histoire longue, on peut s'interroger sur le présent pour mieux se projeter dans l'avenir. La Ligue, qui a une des plus belles histoires du monde associatif et éducatif, a su se réinventer. Si elle s'interroge aujourd'hui sur ses valeurs fondamentales, son message et sa contribution au futur, alors, elle a de belles années devant elle. Mais ce sont aux acteurs de la Ligue de répondre à ces questions. S'interroger sur comment s'incarnent ces valeurs, ce n'est pas se questionner sur ce qu'on faisait hier ni même aujourd'hui mais sur ce qu'on faisait il y a un siècle, quand on avait repéré un besoin dans la société, pour l'ensemble de la population, des jeunes... Aujourd'hui, la notion de citoyenneté doit être pensée à une échelle globale. Le rôle de la Ligue, qui est d'accompagner les citoyens dans leur émancipation, doit s'interroger sur les échelles de son action, sur les manières dont elle va former le citoyen du XXI^e siècle et sur comment mettre les jeunes au cœur de ce questionnement, en co-construisant avec eux le monde de demain.

• **Propos recueillis par Ariane Ioannides**



© Didier Goupy

Une réserve citoyenne bien en place

Soucieux, après les attentats de janvier 2015, de renforcer le lien social entre les Français, François Hollande lance la réserve citoyenne de l'Éducation nationale. Celle-ci permet à qui le souhaite (dès lors qu'il remplit certaines conditions)⁽¹⁾ de transmettre et faire vivre les valeurs de la République, à l'école aux côtés des enseignants, ou dans le cadre d'activités périscolaires. La Ligue de l'enseignement s'est largement impliquée dans le dispositif, en particulier dans l'académie de Créteil. Point d'étape avec la Ligue du Val-de-Marne.

Il est 18 h, le mardi 9 mai 2017, et un petit attroupement de « réservistes » se forme devant l'entrée de la Ligue de l'enseignement du Val-de-Marne, à Alfortville, avant d'être invité à s'installer dans la grande salle de réunion. Ils sont une bonne trentaine à s'être déplacés pour assister à un bilan des actions organisées en 2016 dans l'académie de Créteil (couvrant la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne). Parmi eux, il y a de jeunes étudiants réservistes : Maryne Naiderman, étudiante en master de psychologie (option criminologie et victimologie), est devenue réserviste l'an dernier et intervient depuis dans les collèges sur le thème du harcèlement. Sont aussi présents beaucoup de retraités et d'actifs passionnés, telle Martine Souweine-Serveau, secrétaire générale de l'Acren (Association des citoyens réservistes de l'Éducation nationale), qui multiplie les actions sur des thèmes aussi variés que l'égalité filles-garçons, les violences en milieu scolaire ou la sensibilisation des élus lycéens à la lutte contre la radicalisation...

RÉSERVISTES « LABELLISÉS »

« On compte 517 réservistes qui peuvent se déplacer dans l'académie de Créteil », détaille Marc Dreyfuss, ex-proviseur vie scolaire et référent réserve citoyenne dans l'académie, venu présenter sa remplaçante, Hélène Menard. « Parmi eux, on sait qu'il y a une majorité de cadres, de cadres supérieurs et de retraités, qui ont une moyenne d'âge se

situant entre 45 et 50 ans », poursuit-il (le plus jeune réserviste a 19 ans et le plus âgé 96 ans, en la personne du célèbre philosophe Edgar Morin).

« Mais on se heurte à un certain nombre de difficultés dès lors que l'on souhaite aller plus loin dans l'analyse de leurs interventions, qui se font pour la plupart dans les classes élémentaires et les collèges, et beaucoup moins dans les foyers socio-éducatifs ou les instances de vie lycéenne ou collégienne », explique le spécialiste. « La principale difficulté est à mon sens liée à un mauvais enregistrement des données sur le portail Arena (permettant aux enseignants de l'Éducation nationale de rechercher et de contacter des réservistes). »

S'y ajoute un autre enjeu, crucial pour le développement de la réserve : animer un réseau si étendu de réservistes est compliqué à mener pour l'Éducation nationale, d'où l'intérêt de confier

l'animation de ce réseau à un mouvement comme la Ligue. « Étant donné que la réserve citoyenne est labellisée par l'Éducation nationale, l'entrée des volontaires dans les établissements est facilitée, contrairement à ce que l'on constate avec d'autres associations ou avec des mouvements d'éducation populaire », relève Cathy Seguenot, coordinatrice de toutes les actions éducatives de la Ligue de l'enseignement dans l'académie de Créteil. « Tout l'enjeu est pour nous de conserver cette confiance qui nous a été accordée, en veillant à n'intervenir que sur des thèmes pour lesquels nous sommes légitimes, comme la laïcité par exemple. »

« Tout l'enjeu pour nous [Ligue] est d'intervenir uniquement sur des thèmes pour lesquels nous sommes légitimes, comme la laïcité par exemple »

ENSEIGNANT/VOLONTAIRE : À CHACUN SON RÔLE

Pour certains participants, c'est aujourd'hui moins le bilan chiffré qui importe que le bilan qualitatif. « Quels sont les retours des enseignants ? Et a-t-on le moyen de savoir si les élèves sont satisfaits et ce qu'ils ont retenu de nos interventions ? », questionne Gérard Simon, un réserviste-chercheur de 78 ans. Marc Dreyfuss, en professionnel aguerrri, se montre rassurant : « Nous n'avons jusqu'ici jamais été contactés par un chef d'établissement mécontent ou inquiet. Or, ils nous appellent en règle générale très rapidement dès qu'ils rencontrent une difficulté. »

Même son de cloche du côté de la

Ligue de l'enseignement du Val-de-Marne. « J'ai au contraire régulièrement de bons retours d'enseignants, qui prennent la peine de nous remercier pour la qualité des interventions », souligne Cathy Seguenot, à l'origine d'outils pédagogiques sur la laïcité extrêmement appréciés des participants (certains les appellent « la méthode Cathy »). « Souvent, l'enseignant apprécie que quelqu'un de l'extérieur soit venu tenir dans la classe le même discours que celui qu'il a précédemment eu devant ses élèves. Les propos de cet intervenant, extérieur et bénévole, ont une force incroyable ! »

« Mais je me permets d'apporter un bémol sur votre désir – légitime – d'une évaluation », ajoute-t-elle, à l'attention de ceux qui aimeraient disposer d'indicateurs sur les bénéfices concrets de leurs actions pour les élèves. « Vous n'avez pas vocation, comme l'enseignant, à évaluer des savoirs que vous transmettez. En tant que réserviste, vous intervenez plutôt en tant que militant pour échanger, avec les enfants, sur un sujet de citoyenneté qui vous tient à cœur », conclut-elle. Cela peut être frustrant pour les réservistes. Mais c'est ce qui fait toute la force de la réserve !

• Christophe Dutheil

(1) Pour être réserviste, il faut être majeur et ne pas avoir de casier judiciaire, ni être inscrit au fichier des infractions.

« Un diesel qui progresse lentement »

Marc Dreyfuss, ex-proviseur vie scolaire au rectorat de Créteil et ex-référent réserve citoyenne dans cette même académie, a joué un rôle moteur dans le développement des actions locales des réservistes. Aujourd'hui retraité (et tout jeune réserviste, à ses heures perdues), il nous livre ses impressions sur le dispositif et les avancées réalisées l'an dernier.



© Christophe Dutheil

Les Idées en mouvement : Quel a été votre rôle dans son développement ?

Marc Dreyfuss : Je me suis beaucoup impliqué dans l'académie de Créteil, où j'ai exercé durant ces six dernières années en tant que proviseur vie scolaire, après avoir été proviseur dans des établissements. Mon engagement initial s'est fait un peu par hasard. La directrice de cabinet de la rectrice m'a demandé si cela m'intéresserait de lancer la réserve citoyenne dans l'académie. Il se trouve que j'avais déjà pris connaissance du projet et que je voulais m'inscrire à titre personnel. J'ai donc accepté !

Quel bilan tirez-vous des actions menées dans le Val-de-Marne ?

Le côté positif est que la réserve y est plutôt active : cela tient notamment au fait que l'académie est parvenue à établir des

QUELQUES CHIFFRES SUR LA RÉSERVE ANIMÉE PAR LA LIGUE 94, EN 2016

- Au moins 69 réservistes ont parlé de laïcité et des valeurs de la République dans 251 établissements. 6 659 élèves ont bénéficié de leurs interventions.
- Au moins 65 réservistes sont intervenus dans 25 lycées et ont sensibilisé 1 564 élèves sur le thème de l'engagement et, autrement dit, de la possibilité pour eux de s'investir dans

la vie de l'établissement ou dans toute autre action citoyenne.

- Au moins 20 réservistes ont mené d'autres actions autour du harcèlement, dans 15 établissements (352 élèves touchés).
- Et au moins 8 ont été mobilisés sur des thèmes ayant trait aux médias et à l'information.

relations de travail solides et constructives avec la Ligue de l'enseignement, en tant qu'association ambassadrice de la réserve citoyenne. Mais la réserve est un diesel, qui progresse lentement. La difficulté tient toujours, il faut bien le dire, à la résistance des personnels enseignants. Il est souvent difficile pour un intervenant d'entrer dans un établissement scolaire et dans une classe... Les enseignants se méfient, et on peut le comprendre, des contributions extérieures. Par ailleurs, beaucoup de professeurs ne connaissent toujours pas la réserve.

L'an dernier, j'ai par exemple rencontré 330 jeunes collègues lors de stages de formation sur la prévention du harcèlement. À chaque fois, j'en profitais pour demander aux participants s'ils connaissaient la réserve. Et j'ai été surpris de constater que seule une petite minorité avait connaissance de ce dispositif. Il faut donc multiplier notre mobilisation et nos efforts d'information de tout le corps enseignant.

• Propos recueillis par C. D.

RÉSERVE CIVIQUE

Réserve militaire, réserve citoyenne de l'Éducation nationale et de la Police nationale, réserve communale de sécurité civile... la multiplicité des réserves peut créer de la confusion, si l'on en croit les spécialistes. Mais cela pourrait changer. La loi du 27 janvier 2017 relative à l'Égalité et à la Citoyenneté prévoit en effet de regrouper toutes les réserves existantes sous une même ombrelle « réserve civique » offrant « à toute personne volontaire la possibilité de servir les valeurs de la République en participant, à titre bénévole et occasionnel, à la réalisation de projets d'intérêt général ». Un décret, paru le 9 mai, est venu préciser le contenu de la charte encadrant cette activité, les modalités d'inscription des réservistes et les compétences de l'autorité de gestion de la réserve civique.

Plongée dans un atelier laïcité avec des élèves de primaire

Tout jeune retraité, Patrick Dubreuil, 62 ans, a découvert la réserve en écoutant une émission de radio (*Le téléphone sonne*, sur France Inter). L'enseignant en histoire a immédiatement rallié le dispositif et il prépare depuis, parallèlement, un diplôme universitaire « Laïcité et principes de la République » à l'université de Cergy-Pontoise. Nous l'avons suivi lors de deux de ses interventions, le 15 mai au matin, dans des classes de CE2/CM1 et CP/CE1 de l'école primaire du paisible village de Valence-en-Brie (Seine-et-Marne).

« Ce matin, on va avoir une petite intervention de ce Monsieur, qui va venir nous parler de laïcité », annonce d'emblée l'institutrice, Sandra Mercier, déclenchant une salve de « Oui » enthousiastes chez ses 28 élèves. « Je suis venu vous parler d'un texte qui s'appelle la charte de laïcité », lance dans la foulée Patrick Dubreuil, très à l'aise dans sa présentation (il était précédemment professeur d'histoire-géo dans un lycée francilien). La charte est affichée, la plupart des élèves ont déjà en tête quelques-unes de ses spécificités. L'idéal pour revenir sur le sujet et préciser collectivement les concepts.

« Qu'est-ce qu'une charte ? », lance l'intervenant. Certains veulent regarder dans le dictionnaire, la professeure leur suggère de « consulter le cahier ». « C'est un ensemble de règles », triomphe Lisou. « Elle a été écrite pour des élèves plus grands et je vais donc vous l'expliquer avec des mots plus simples », reprend Patrick Dubreuil...

« Dans un premier temps, je vais vous distribuer une enveloppe dans laquelle il y a 15 images que l'on va décrire et interpréter. Puis, dans un deuxième temps, je vais vous présenter des phrases au tableau et vous allez essayer de trouver quelle est l'image qui correspond à la phrase. »

Première image : « C'est la France », relève Matéo. « Il y a des dessins de garçons et de filles avec le signe égal », précise Naël, avant de conceptualiser (avec un peu d'aide du réserviste). « On est tous pareils », déclare Léa. « Non, on n'est pas tous pareils, certains sont des filles, d'autres des garçons, nous n'avons pas tous le même visage ou la même coiffure... », lui objecte gentiment Patrick Dubreuil.

Quelques minutes plus tard, des précisions sont apportées à l'appui des dernières actualités politiques. « En avril, nous avons voté pour l'élection présidentielle. Dès lors qu'on est majeur, qu'on ait 20 ans ou 80 ans, qu'on soit une fille ou un garçon, qu'on soit riche ou qu'on soit pauvre... », dit le réserviste. « On a tous les mêmes droits », complète Yassin. « Dès lors qu'on a la nationalité française et qu'on est majeur, on a tous le même droit de vote en France et on peut donc parler d'égalité de droit », conclut le réserviste. « Vous avez bien compris l'idée de cette image. »



© Christophe Dutheil

Autre exemple, un dessin présente « trois personnes qui parlent de Dieu, déclare Thomas, ça veut peut-être dire qu'elles ne croient pas toutes au même Dieu ». « Ce que tu dis est juste mais restons un peu sur la description », avance le réserviste. « Derrière on voit le mot France », précise Camille. Allan se montre alors encore plus précis : « Devant le garçon on voit un Dieu, qui est une sorte de serpent avec des ailes. » Idem pour Juliana : « Une autre personne voit le mot Dieu et une fleur. » Pour l'individu du milieu, « c'est marqué sans Dieu », s'étonne Loris. « C'est sans doute une personne qui ne croit pas en Dieu », lui dit Patrick Dubreuil.

Bilan ? « En gros, il y a des gens en France qui croient... ? » « En Dieu », répondent à l'unisson les enfants. « Et d'autres... qui n'y croient pas ou bien croient en un autre Dieu. On a le droit de croire ou de ne pas croire ! Et là, on est dans l'une des principales définitions de la... ? » « Laïcité », rétorque du tac au tac Iséa, à la surprise de l'intervenant.

« La laïcité, c'est d'abord la liberté de croire, de ne pas croire ou de changer de croyance, lui précise-t-il. Vous savez que ce n'est pas toujours ainsi. Il y a encore des pays où une seule religion est autorisée et où on n'a pas le droit de croire à un autre Dieu ou de ne pas croire. En France, ce n'est plus le cas. On peut croire ce que l'on veut. »

Le raisonnement est le même pour l'opposition entre « pour » et « contre », caractérisée dans une image. « Comment appelle-t-on le fait de pouvoir défendre une idée que l'on aime ? », questionne-t-il. « C'est la liberté d'expression ! », répondent Kevin et Clémentine...

Dans la deuxième partie de l'exercice, chaque élève se déplace au tableau et lit une phrase : « La France n'impose pas une religion et n'en interdit aucune », lit Juliana. « Quelle est l'image que tu choisis ? », interroge le réserviste. « La deux », lui répond Iséa, en pointant du doigt l'image précédemment analysée.

Une heure plus tard, ce sont 23 élèves de CP/CE1 qui se prêtent à un exercice similaire, quoique allégé et simplifié. « Liberté, égalité, fraternité, c'est ce qui est écrit sur la mairie », remarque Clara. « C'est la devise de la France », s'enthousiasme Kelian, quelques instants plus tard. « Aujourd'hui, la règle est décidée par les... ? » « Députés », lance Andy, en écho à un précédent cours. « Et les députés sont élus par... ? » « Les citoyens », clament Timothé et Tia, à la grande satisfaction de l'institutrice. Une matinée enrichissante pour tous, et particulièrement pour le réserviste, qui félicite les élèves pour leur excellente participation. L'esprit républicain est vivace...

• C. D.



© Christophe Dutheil

JOUONS LA CARTE DE LA FRATERNITÉ

« Tous les élèves se montrent réceptifs, même ceux d'ordinaire en difficulté »

Audrey Longprés-Raillet, enseignante au collège Albert Camus au Plessis-Tréville, a utilisé l'opération « Jouons la carte de la fraternité » dans le cadre de ses cours d'éducation morale et civique. Un dispositif d'éducation à l'image et d'ateliers d'écriture qu'elle souhaite continuer à utiliser et qui a rencontré un large succès auprès de ses élèves.

“ J'ai d'abord été frappée par une photo en noir et blanc signée Olivier Culmann, qui représentait deux personnes de dos sur un banc, avec, au premier plan, des barbelés. Elle avait été prise dans un camping en Slovaquie, mais elle laissait place à toutes les interprétations. » Cette image, qui a tant saisi Audrey Longprés-Raillet, est l'une des six photos du projet « Jouons la carte de la fraternité » (lire encadré ci-dessous), porté par la Ligue de l'enseignement.

Le collège Albert Camus du Plessis-Tréville (94), où elle enseigne, avait fait suivre la présentation de l'opération à l'ensemble des professeurs. « J'ai tout de suite vu que ce projet répondait aux objectifs du parcours citoyen de l'élève », explique l'enseignante d'histoire-géographie et d'éducation morale et civique (EMC). « Il offre aussi un cadre complet pour valider plusieurs des compétences à acquérir : aptitude à la rédaction, travail en équipe, expression des sentiments et émotions, analyse et interprétation d'une œuvre, utilisation de l'informatique et d'Internet... »

UNE DÉMARCHE EXIGEANTE POUR LES ÉLÈVES

La mise en œuvre de l'opération a occupé pendant de longues heures les quatre classes de troisième et les trois classes de sixième, dont Audrey Longprés-Raillet a la charge. Les élèves ont d'abord choisi et analysé parmi les six photos celle qu'ils préféraient, expliqué leur choix, fait des recherches en ligne sur le thème évoqué : l'adoption, les personnes âgées ou la fête des voisins. Les obstacles rencontrés par les élèves n'étaient jamais là où le professeur les attendait. Brillants quand il s'agissait de donner un titre percutant à une image, ils peinaient à exprimer émotions et sentiments. « Mais c'est la rédaction du message de la carte postale qui est la tâche la plus délicate », estime Audrey Longprés-Raillet. « Il faut être très fin dans l'expression, pour transmettre des valeurs de fraternité à une personne inconnue. » Les jeunes ont surmonté la difficulté d'écrire une lettre, ce que, pour la plupart, ils n'avaient jamais fait : écrire droit, sauter des lignes, disposer une adresse sur



© Géraldine Dauvergne

AUDREY LONGPRÉS-RAILLET : LE BONHEUR D'ENSEIGNER

Audrey Longprés-Raillet n'était qu'élève de troisième lorsqu'elle a décidé d'enseigner l'histoire. Elle découvre l'histoire de son arrière-grand-père, qui a été déporté et n'a jamais parlé sous la torture. « Moi aussi, j'aurais été résistante ! À l'époque, cela me semblait une évidence ! Je voulais changer la vie des gens. Bien sûr, j'ai dû revoir mes ambitions à la baisse », se rappelle-t-elle en souriant. Elle obtient un bac ES, puis une maîtrise d'histoire médiévale à l'université de Créteil, qu'elle consacre aux « rituels du combat dans les romans arthuriens français ». « J'ai regretté de n'avoir jamais fait de latin », précise-t-elle. J'aurais voulu consacrer mon mémoire aux enfants abandonnés au Moyen Âge, ce qui nécessitait de connaître le latin. » Elle décroche le CAPES à la troisième tentative, alors qu'elle avait commencé à enseigner comme contractuelle. « Cela m'a enfin donné confiance en moi », estime-t-elle. Après une expérience difficile en ZEP, elle découvre ce qui fait « le secret des bons professeurs ». « Il faut que les élèves soient heureux de venir en cours. C'est primordial pour la transmission des connaissances. » Elle qui est aussi mère d'un collégien de 13 ans aime que ses élèves la trouvent drôle. « C'est un grand bonheur d'être un professeur apprécié ! »

une enveloppe... Ils ont enfin dû trouver dans l'annuaire du Val-de-Marne les destinataires de leurs cartes postales.

LE HASARD N'EN EST PAS VRAIMENT

« Le Val-de-Marne leur était inconnu. Ils

choisisaient les villes de Gentilly ou L'Hay-les-Roses uniquement parce que leur nom était joli », raconte l'enseignante. Dans leur quête du destinataire idéal à leur carte postale, le hasard n'en était pas vraiment. « Ils ont pris conscience que leur choix se faisait à partir d'un nom et d'un prénom : homme ou femme, jeune ou vieux. Ils cherchaient à repérer celles qui devaient être des mamans, qui prendraient le temps de leur répondre, ou les personnes dont le nom laissait à penser qu'elles avaient la même origine qu'eux. »

L'opération fut un vrai succès auprès des élèves. Tous, même ceux d'ordinaire en difficulté, se sont montrés réceptifs. « Il n'y avait pas de sanction, puisqu'il n'y avait pas de mauvaise réponse. Leur avis, à partir du moment où il le justifiait, se trouvait toujours valorisé. » L'enseignante compte bien continuer à utiliser un dispositif « aussi riche et positif, au sein d'une société communautariste, en proie aux rejets et aux préjugés ».

• Géraldine Dauvergne

OUTIL PÉDAGOGIQUE



JOUONS LA CARTE DE LA FRATERNITÉ

Éduquer à l'égalité dans la diversité
Commandez gratuitement les cartes postales auprès de la Ligue de l'enseignement de votre département.
www.laligue.org



« JOUONS LA CARTE DE LA FRATERNITÉ » EN QUELQUES MOTS

L'opération « Jouons la carte de la fraternité », proposée par la Ligue de l'enseignement, s'appuyait en 2017 sur six photos d'artistes différents, membres du collectif Tendance floue, évoquant les notions de préjugés, de fraternité et d'égalité. Accompagnées d'un dossier pédagogique, elles forment un support pour une analyse d'images et des ateliers d'écriture, à la disposition de professionnels de l'enseignement et de l'accompagnement de jeunes dans toutes sortes de structures : établissements d'enseignement secondaire, mais aussi bibliothèques, instituts médico-éducatifs, établissements pénitentiaires, etc. L'objectif pour les 100 000 jeunes participants : adresser, dans le cadre de la « Journée internationale pour l'élimination des discriminations » du 21 mars, un message de fraternité à des inconnus dans leur département, sur une carte postale à trois volets, invitant le destinataire à y répondre. À compter de septembre, pour l'édition 2017/2018, « Jouons la carte de la fraternité » prend une dimension européenne. Grâce au soutien du programme « Erasmus + » de la Commission européenne, l'opération sera déployée en Espagne, en Croatie et en Pologne.

www.laligue.org/jouons-la-carte-de-la-fraternite-2017
Informations : Antonin Cois : acois@laligue.org

ÉDUCATION AUX MÉDIAS

Comprendre l'information plutôt que la consommer

Avec l'Office régional de promotion du cinéma (ORPC), la Ligue de l'enseignement de l'Oise multiplie les projets d'éducation aux médias numériques par la pratique. Dernier-né, un atelier de vidéo en ligne qui parodie, pour mieux les déconstruire, les théories du complot. Drôle et efficace !

« Les Illuminati, le football, les aliens et les hooligans, et si tout était lié ? Une révélation en vidéo des jeunes de l'Unité éducative d'activité de jour de Montataire. » Sur le compte Facebook de l'Office régional pour la promotion du cinéma (ORPC), le premier épisode des « Complots radicalement bidons » est un drôle de cas d'école. Aucun ingrédient de la vidéo complotiste ne manque : voix off transformée, musique anxiogène, images piochées sur le Web, pseudo-études scientifiques... et, bien sûr, une terrible machination enfin dévoilée. On tremble ? Non, on rit de bon cœur à voir les grosses ficelles de cette improbable conspiration à l'œuvre.

DÉCONSTRUIRE UNE THÉORIE DU COMLOT

« Il est très difficile de démontrer rationnellement, un à un, les arguments d'une théorie du complot. Notamment en raison du "biais de confirmation" : notre cerveau cherche toujours à valider – et non à infirmer – ce en quoi nous croyons (lire l'interview p. 9). Avec ces ateliers, nous expérimentons une autre réponse pédagogique : après avoir travaillé sur la notion d'information fiable, nous invitons les jeunes à

construire un faux complot pour ringardiser le format », explique Olivier Magnin, responsable de l'ORPC. L'association, véritable secteur de l'éducation à l'image et aux médias au sein de la Ligue de l'Oise, a développé ces dernières années différents projets audiovisuels d'éducation aux médias en ligne. Avec une constante : mettre les jeunes en situation de « fabriquer » – et non plus seulement de consommer – de l'information.

ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE

Exemple avec les « JTL », des journaux télévisés 100% lycéens : en huit séances de trois heures, les élèves réalisent un journal télé encadré par l'un des quatre animateurs-réalisateurs de l'ORPC. Réflexion sur l'information, choix éditoriaux, réalisation des sujets, présentation face caméra... Les élèves sont « mis en situation de réflexion et de responsabilité par rapport à ce qu'ils produisent et publient », précise Linda Morin, l'une des animatrices de l'Office. Des efforts couronnés, en mars dernier, du prix académique Médiatiks organisé par le Clémi : le JT réalisé au lycée Sainte-Sophie de Bohain-en-Vermandois (Aisne) a été récompensé dans la catégo-

rie « meilleur média numérique lycéen ».

Autre projet en développement, la Web TV « Allô le monde ici Noyon ». Lancée en mai 2016, cette plate-forme en ligne d'informations locales est animée par un comité éditorial d'habitants et alimentée par les sujets de jeunes reporters formés par les animateurs de l'ORPC. Les enjeux, explique Olivier Magnin, vont bien au-delà de la simple animation d'un média de proximité : « Internet a bousculé le rapport à l'information et à la citoyenneté. L'information se diffuse majoritairement

de façon horizontale, via les réseaux sociaux, sans être validée par une rédaction. Dès lors, le journalisme doit faire l'objet d'une pédagogie. »

Ce travail d'éducation aux médias, la fédération de l'Oise s'apprête également à le renforcer à Méru, dans le quartier prioritaire de la Nacre : elle y ouvrira en octobre une Maison des expressions et de la jeunesse. Ce lieu d'échanges et de création numérique réunira un Point Information Jeunesse, un Laboratoire d'initiatives citoyennes et un « Fab Lab » équipé des dernières technologies. « Nous allons confor-

ter ce travail de prévention autour des risques liés aux réseaux sociaux, précise Slimane Bouraya, secrétaire général de la fédération 60. De jeunes volontaires en service civique⁽¹⁾ accompagneront les habitants à l'utilisation de ces outils. Notre objectif, c'est qu'il y ait une accessibilité forte, et à tous les âges, au numérique. »

• Aurélia Sevestre

(1) Issus du programme national de la Ligue de l'enseignement « les D-Codeurs », en faveur de l'inclusion numérique.



© ORPC

ÉVÉNEMENT

« Miser sur l'aspect ludique des nouvelles technologies »

Ludovia, l'université d'été du numérique éducatif, prépare sa 14^e édition, du 22 au 25 août en Ariège. Trois jours d'échanges créatifs et de retours d'usages autour des nouvelles pratiques pédagogiques numériques.

Coup d'œil sur le programme avec **Éric Fourcaud**, son fondateur⁽¹⁾.

Les Idées en mouvement : En la nommant Ludovia, vous avez choisi de placer cette université d'été sous le signe du jeu. Pourquoi ?

Éric Fourcaud : Parce que les élèves apprennent mieux en

s'amusant. Comment leur apprendre l'usage du monde à l'ère du numérique ? Quels sont les meilleurs dispositifs pour les faire progresser ? Ces questions nous animent, à Ludovia, depuis le début. En outre, s'il existe dé-

sormais de nombreux événements autour du numérique éducatif, nous restons les seuls à proposer une université d'été avec de tels formats d'échanges, créatifs et ludiques. Pendant trois jours, dans une ambiance festive,

des enseignants, des chercheurs, des éditeurs... vont se croiser dans ce village de 1 500 habitants d'Ax-les-Thermes (Ariège) pour parler de pratiques éducatives avec le numérique.

Quel est le programme ?

À l'heure où les nouvelles formes de pédagogie « à l'horizontal » se développent, nous avons retenu pour thème de cette édition : « Partages, échanges et contribution ». Ce sera le fil conducteur des événements associés à l'université, comme notre colloque scientifique. Et plus de 150 intervenants animeront des « explorecamps » pour faire découvrir de nouveaux dispositifs éducatifs, des « labcamps » pour montrer ce que fait la recherche

en lien avec les classes, des « fabcamps » pour apprendre à fabriquer ses propres outils pédagogiques, etc. Canopé pourra proposer un atelier sur la robotique, les Twictonautes, une séance de formation à leur dispositif d'apprentissage de l'orthographe avec Twitter. La Ligue de l'enseignement, quant à elle, tiendra un séminaire et proposera des animations autour de son programme les « D-Clics numériques ».

• **Propos recueillis par A. S.**

www.ludovia.org
http://d-clicsnumeriques.org/

(1) Également directeur de publication de Ludomag, le magazine en ligne dédié à l'actualité du numérique éducatif.

ÉVÉNEMENT

« Le sport citoyen, une question fondamentalement politique »

La deuxième édition de l'Université européenne du sport (UES)

aura lieu les 11 et 12 juillet prochains à Strasbourg sur le thème du « sport citoyen ».

Michel Koebel, universitaire à la Faculté des sciences du sport de Strasbourg, interviendra lors de l'événement.

Les Idées en mouvement : Selon vous, le sport est-il citoyen par nature ? Et est-ce à dire qu'il y aurait un sport qui ne le serait pas ?



© Michel Koebel

Michel Koebel : Il faut toujours se méfier de ce qui est annoncé comme étant « par nature » : le sport intégrerait par nature, il serait bon pour le corps par nature, et désormais « citoyen par nature ».

Peu de choses de cet ordre sont naturelles (que ce soit dans le domaine sportif ou ailleurs). Prétendre que le sport aurait des qualités naturelles est une manière de cacher qu'il est un produit culturel comme un autre et que la manière dont on le pratique ou dont on l'encadre peut parfois provoquer des effets catastrophiques : rendre « naturel », c'est vouloir embellir la réalité. Mais cette tendance comporte aussi un effet « boomerang » : si les qualités du sport étaient naturelles, alors pourquoi l'encadrer ? pourquoi former des encadrants ? L'affirmer, c'est donc renier la plus-value de la formation et du rôle de l'engagement dans la pratique d'un sport plus humain, plus respectueux de la diversité, etc.

À quelle(s) condition(s) le sport forme-t-il le citoyen, sur son territoire, dans la cité, ou plus largement à l'échelle européenne ? Est-il un réel objet d'émancipation ?

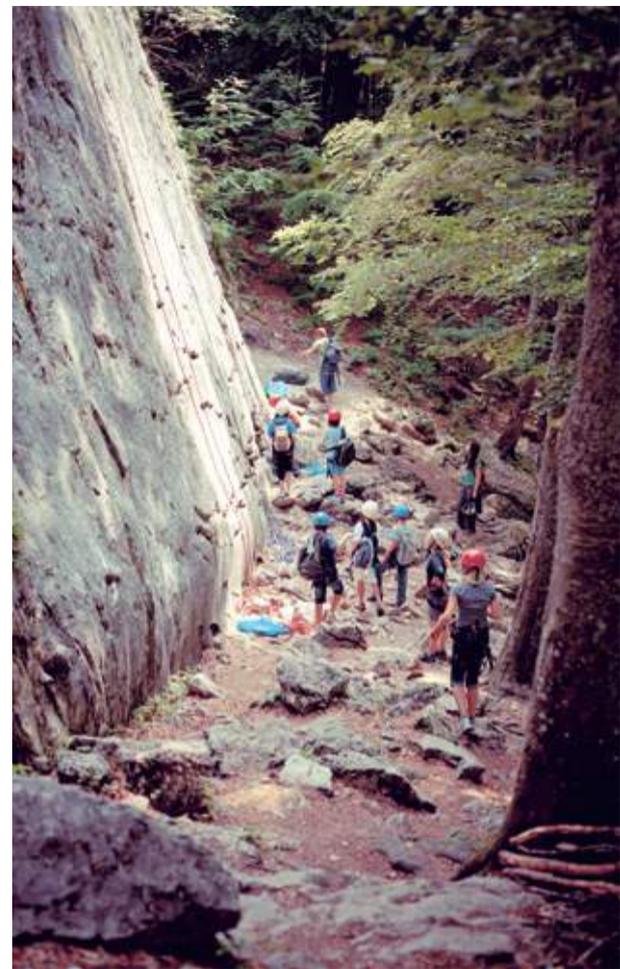
Parler de citoyen est équivoque, parce que l'idée de ce que devrait être la citoyenneté n'est pas la même pour tout le monde. Pour certains, un bon citoyen est une personne qui respecte les règles et la morale qui lui sont imposées d'en haut et qui accomplit son devoir électoral. Certains ne voient en lui qu'un consommateur qui fait tourner l'économie. Pour d'autres, c'est quelqu'un qui a une capacité critique et contribue à faire bouger les lignes, à changer les règles, à remettre en question les habitudes et l'ordre établi. Pas étonnant que les acteurs d'institutions diverses du pouvoir en place, jusqu'aux instances européennes, se servent de cette ambiguïté pour promouvoir un sport

citoyen où des sportifs défendent des valeurs proches de celles qui les ont portés au pouvoir. Se poser la question d'un sport citoyen, c'est poser une question fondamentalement politique : quel projet de société défend-on et quel citoyen veut-on promouvoir à travers le sport ?

Quelle analyse faites-vous des politiques sportives menées au local en France ? Quelle place y occupent (ou devraient y occuper) les associations ?

Les politiques sportives locales en France ont longtemps privilégié le sport associatif, fédéral, encadré, et dont le moteur était incarné par le modèle compétitif. De nombreuses communes restent rivées encore à ce modèle dominant, dont les valeurs tournent autour de l'effort et du respect des règles, et qui est fondamentalement tourné vers l'idée de concurrence, à travers les championnats ou la poursuite de records. Le sport spectacle y prend aussi une place importante, notamment dans les plus grandes villes. Tout cela correspond bien aux valeurs libérales qui dominent le monde actuel. S'y ajoutent souvent un vernis de fraternité, de fair-play, d'humanitaire, et un discours d'égalité d'accès à la pratique à travers les programmes de « sport pour tous » qui ont un fort goût d'inachevé. Ces politiques sont guidées par une nécessité de rentabilité politique des actions menées.

Cependant, on voit apparaître ici et là des initiatives nouvelles : le sport auto-organisé n'est plus considéré comme inorganisé ou « sauvage », les pratiques spécifiquement tournées vers le loisir et la promotion de la santé – et notamment des plus démunis – sont prises en compte voire développées, on se préoccupe de plus en plus des jeunes filles des quartiers prioritaires de la politique de la ville dont le taux de pratique sportive est particulièrement bas... Mais toutes ces initiatives restent « descendantes », organisées par le pouvoir (par des pro-



© Benoît Debuissier

grammes locaux ou initiés par l'État), et se développent peut-être au détriment d'actions plus inventives. Promouvoir le sport citoyen passe peut-être par la promotion – qui peut être le fait simplement de ne pas interdire, jusqu'à la

« Promouvoir un sport citoyen passe sans doute par un renversement des cadres traditionnels de la pensée politique. »

mise à disposition de moyens – d'activités physiques individuelles ou collectives inventées par les citoyens, en dehors d'un cadre associatif traditionnel. Il en est du sport comme de la culture : quand une municipalité (ou un ministère) dit vouloir promouvoir « l'accès à la culture pour tous », cela signifie juste qu'elle facilite – en baissant les tarifs ou en pratiquant la gra-

tuité – l'accès des classes populaires à la culture bourgeoise ; promouvoir la culture populaire, c'est donner les moyens aux membres des classes populaires de rendre visible « leur » culture. Il suffira d'appliquer ce principe au sport pour comprendre que promouvoir un sport citoyen passe sans doute par un renversement des cadres traditionnels de la pensée politique actuels.

• Propos recueillis par Mélanie Gallard

EN BREF

PROGRAMME DE L'UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DU SPORT

Le Palais universitaire de Strasbourg accueillera, les 11 et 12 juillet, la deuxième édition de l'Université européenne du sport organisée par l'Ufolep, l'Usep et la Ligue de l'enseignement sur le thème du sport citoyen. Les débats s'organiseront autour de trois thématiques : « la formation d'un citoyen par le sport », « le droit au sport » et « l'organisation territoriale du sport ». Chacune de ces thématiques seront traitées en plénière et en ateliers, eux-mêmes organisés autour de quatre axes : comprendre ; agir ; se former ; débattre.

1. La formation d'un citoyen par le sport

À quelle(s) condition(s) le sport émancipe-t-il vraiment ? Quels sont les leviers pour qu'il devienne un véritable outil de formation du citoyen européen ?

Conseiller scientifique : Dominique Charrier, docteur en sciences économiques et maître de conférences, Université Paris Sud.

2. Le droit au sport

Comment rendre effectif ce droit pour favoriser l'accessibilité de tous au sport ? Comment engager les médiations nécessaires et mettre en synergie les acteurs, en France et en Europe, pour partager cette « autre culture du sport » ?

Conseillère scientifique : Gaëlle Sempé, maître de conférences en sociologie et Staps, Université de Rennes.

3. L'organisation territoriale du sport

Comment concilier développement des équipements et équité spatiale, comment associer dynamique économique et bien-être des populations locales ? Comment la société civile peut-elle participer à la définition et la mise en œuvre des politiques publiques ? Les politiques sportives européennes peuvent-elles y contribuer ?

Conseillère scientifique : Noémie Garcia Arjona, docteur en sciences du sport, Université de Franche-Comté.

Pour toute information : ues@laligue.org. Pour s'inscrire : <https://inscriptions.ufolep.org/ues2017/>

PARTENARIAT

De nouveaux séjours pour sportifs amateurs

Nouveaux venus sur un marché du séjour sportif en plein essor, l'Ufolep et le secteur vacances de la Ligue de l'enseignement se sont associés pour créer les Villages Sport Passion.



© Ligue de l'enseignement des Alpes-Maritimes

Quand on parle de séjour sportif on pense souvent à l'UCPA : du snowboard à la planche à voile en passant par le canyoning, chaque année, plus de 3 millions de jeunes français partent avec l'Union nationale des centres sportifs de plein air. Un organisme si professionnel qu'on en oublierait son statut associatif...

Beaucoup ignorent également qu'à côté de l'UCPA et d'opérateurs privés, des fédérations sportives ont développé une offre à destination de leurs adhérents. C'est le cas de la Fédération française de cyclotourisme, qui édite chaque année un catalogue de séjours mis sur pied par ses comités et ses ligues. De son côté, la Fédération française de randonnée pédestre propose un millier de « voyages clubs » qui ont attiré l'an passé 27 000 licenciés. Aujourd'hui, c'est au tour de l'Ufolep, la fédération multisport de la Ligue de l'enseignement, de prendre pied sur ce marché en revendiquant, elle aussi, un « esprit club ».

FIDÉLISER LES LICENCIÉS

« Nous positionner sur le temps des vacances est un moyen supplémentaire de fidéliser nos licenciés, notamment parmi les activités cyclistes, affirme Benoît Gallet, directeur technique national adjoint (DTN) de l'Ufolep. En effet, certaines de nos associations se tournaient vers d'autres opérateurs pour obtenir un service que nous n'offrions pas jusque-là. »

L'initiative est toutefois venue de Vacances Passion, le secteur vacances de la Ligue de l'enseignement⁽¹⁾. Celle-ci a abouti à la création d'une nouvelle marque : Villages Sport

DES STAGES CYCLISTES TRÈS PERFORMANTS

Il y a vingt ans, la Ligue de l'enseignement des Alpes-Maritimes lançait de manière expérimentale ses Stages du soleil. Aujourd'hui, ceux-ci réunissent plus de 2 000 stagiaires annuels, dont un tiers de cyclos Ufolep. Pour encadrer les séjours : des « capitaines de route » issus de clubs Ufolep locaux, et des titulaires de brevets d'État.

Outre les stages de début de saison axés sur la progression physique, figurent au catalogue des séjours proposant de découvrir une région à travers ses plus beaux cols, ainsi que des stages VTT et triathlon. Eux aussi

s'adressent à des pratiquants confirmés puisque certains viennent parfois des États-Unis pour préparer spécialement le Roc d'Azur de Fréjus ou l'Ironman de Nice!

« Notre offre est complémentaire de celle des Villages Sport Passion, précise Philippe Lucas, délégué général de la Ligue des Alpes-Maritimes. Les Stages du soleil accueillent des mordus, motivés par la performance, mais qui dans un autre contexte, familial ou amical, peuvent être intéressés par l'offre loisir des Villages Sport Passion. »

L'UFOLEP ET L'ANCV MISENT SUR LE SOCIO-ÉDUCATIF

Le partenariat noué en 2014 entre l'Ufolep et l'Agence nationale des chèques-vacances (ANCV) permet chaque année à des centaines de 16-25 ans, principalement issus de quartiers et de territoires dits « prioritaires », de participer à des séjours sportifs d'une durée de trois à six jours. En 2016, près de 800 jeunes, dont plus de la moitié n'étaient jamais partis en vacances, en ont bénéficié, après s'être eux-mêmes impliqués dans la construction de leur séjour. Une dimension « éduca-

tive » qui se retrouve aussi dans l'approche des activités sportives, généralement tournées vers l'initiation, la coopération et le vivre-ensemble.

Opérationnel toute l'année, le dispositif réunit des projets variés, pour un public mixte de garçons et de filles. En tout, 45 projets portés par 25 comités ont été finalisés en 2016 : des séjours souvent construits avec des structures socio-éducatives (centres sociaux, MJC, etc.) partenaires de l'Ufolep.

Passion. « Parmi nos villages de vacances, nous en avons identifié une dizaine, idéalement situés pour une pratique sportive de pleine nature : bord de mer, moyenne montagne ou campagne pentue. Nous les avons habillés de services spécifiques afin d'accueillir des groupes de sportifs », résume Johan Olivier, responsable de l'animation commerciale Vacances Passion.

Pour cette première saison 2017, une large sélection de sports est proposée : vélo, VTT, marche nordique, trail-course nature, triathlon, plongée, eaux vives, windsurf, kitesurf et surf. Pour l'instant, c'est le vélo qui occasionne le plus de réservations, avec des séjours ouverts aussi bien aux clubs qu'à des groupes d'amis, avec pour seule exigence de réunir au minimum dix personnes⁽²⁾.

DES SÉJOURS SUR-MESURE

Les cyclistes accueillis dans ces villages sont particulièrement choyés : local sécurisé pour leurs vélos, repas à horaires décalés servis quelle que soit l'heure de retour, menus adaptés, mise à disposition d'une salle pour préparer les sorties du lendemain... « Nous proposons également un guide des éditions VTOPO pour repérer les parcours, et les conseils avisés du capitaine de village, qui connaît parfaitement son territoire », souligne Emmanuel Bona, responsable de la marque Villages Sport Passion.

Il s'agit toutefois de séjours que les participants construisent eux-mêmes, et non de stages encadrés par des coaches et moniteurs. « Le stage sportif de perfectionnement est déjà bien installé sur le marché, avec des opérateurs très performants, et cela n'est pas notre cœur de métier », précise Emmanuel Bona.

En revanche, l'Ufolep et le secteur vacances de la Ligue de l'enseignement espèrent tirer leur épingle du jeu avec leurs séjours ciblés sur les seniors. « Ce sont des séjours multiactivités, avec des pratiques douces de plein air et liées au bien-être : tai-chi, qi gong, marche nordique, randonnée pédestre, yoga... Ils sont, de plus, agrémentés d'un thème servant de fil rouge, par exemple la préparation à la retraite ou la découverte du patrimoine local », argumente Benoît Gallet.

Plus largement, le DTN adjoint voit dans cette nouvelle offre de séjours « une manière de valoriser l'identité multisport de l'Ufolep ». Et aussi de vivre sa pratique sportive différemment, en dehors du train-train quotidien, mais en conservant l'esprit club.

• Isabelle Gravillon

(1) Vacances Passion commercialise des séjours pour les familles et les adultes tandis que Vacances pour tous, autre marque du secteur vacances de la Ligue de l'enseignement, est dédiée aux séjours collectifs pour les jeunes.

(2) Les associations Ufolep bénéficient notamment d'un avantage commercial sous la forme d'une gratuité toutes les 15 personnes.

LES NOUVEAUX SÉJOURS SPORTIFS



Outre un dossier consacré aux nouveaux séjours sportifs, *En Jeu* propose en juin un entretien avec l'économiste Jean-Jacques Gougnet, co-auteur de *La société dopée* (Seuil) : un ouvrage où il démontre en quoi le dopage est « inévitable » et « irréductible » dans une société de marché engagée dans une course à la performance sans fin. Le reportage est consacré aux très populaires courses de pneus à Mayotte, organisées avec l'appui d'un comité Ufolep encore en construction, mais pleinement impliqué dans le développement d'un territoire ayant récemment accédé au statut de département français.

En Jeu Ufolep n°27, juin 2017.

La Junior asso, une expérience significative

En 2018, le Réseau national des Juniors associations (RNJA) fêtera ses 20 ans.

Pour sa déléguée générale Carolle Khouider, c'est l'occasion d'étudier les parcours des jeunes passés dans une JA et les bénéfices de cette première expérience d'engagement.

Les Idées en mouvement : Comment se porte le réseau des Juniors associations ?

Carolle Khouider : Plutôt bien ! Depuis sa création en 1998, le RNJA a accompagné plus de 5 000 projets et près de 50 000 jeunes. Et le nombre de nouvelles Juniors associations augmente régulièrement. Au 1^{er} janvier 2017, nous en comptons plus de 1 000, sur tout type de projets, réunissant quasiment autant de filles que de garçons. D'autre part, les Juniors associations sont présentes sur tout le territoire, aussi bien dans les communes de moins de 5 000 habitants (45 %) que dans les quartiers classés au titre de la politique de la Ville (18 %) ⁽¹⁾.

Qu'avez-vous prévu pour cet anniversaire ?

Cet événement est l'occasion de valoriser

les JA, mobiliser le réseau, rendre visibles les acteurs et les actions auprès des partenaires, du local au national.

Tout d'abord, le RNJA a souhaité actualiser l'étude menée en 2008 sur les parcours des jeunes passés par une Junior association. À l'époque, les résultats montraient notamment comment cette expérience était vécue comme un espace de partage, de création, d'expérimentation collective et d'émancipation. Et comment elle constituait, aussi, un levier d'insertion sociale et professionnelle.

L'objectif de notre nouvelle étude – dont les résultats sont attendus en 2018 – est de vérifier si, aujourd'hui, le passage dans une JA a un impact comparable, offre les mêmes perspectives ou au contraire est l'occasion d'en développer de nouvelles.

À quelles conditions la JA est-elle toujours un dispositif créateur de citoyenneté ? Et si les anciens JA votaient plus que les jeunes de leur âge en moyenne en 2008, est-ce toujours le cas ? Quelle rôle l'expérience JA a-t-elle dans les orientations scolaires, les parcours professionnels ou les futurs engagements associatifs ⁽²⁾ ?

En complément, nous avons lancé une démarche quantitative et qualitative : quantitative d'abord à travers un questionnaire en ligne adressé aux anciens membres, via les réseaux sociaux et la mobilisation des relais départementaux. À ce jour, nous comptons plus d'une centaine de retours – pas assez à notre goût – et constatons un déficit de réponses de la part des plus anciens. Qualitative ensuite, avec une deuxième phase comprenant des entretiens, des

retours d'expérience et des portraits d'anciens membres du RNJA.

Plus largement, quels objectifs visez-vous pour le RNJA dans les prochains mois ?

Nous souhaitons lancer une dynamique au sein du réseau sur la base de rencontres départementales et régionales, organisées en 2018, et qui permettront, entre autres, de partager les résultats de l'étude, d'inviter les partenaires et de faire la promotion des Juniors associations. L'organisation de ces événements pourra être soutenue par l'accueil de volontaires en service civique de la Ligue accompagnés par les relais départementaux.

Cet événement est l'occasion de travailler plus largement sur la communication du RNJA : un nouveau site Internet verra le jour cet été, des visuels et des éléments de l'identité graphique seront développés, des outils « clé en main » seront également mis à disposition des relais départementaux. Tout cela dans le but de redonner de la visibilité aux Juniors associations et de démontrer la pertinence de la forme associative comme espace éducatif pour les mineurs.

• **Propos recueillis par Mélanie Gallard**

www.juniorassociation.org

(1) Chiffres 2015.

(2) À l'époque, l'étude pointait notamment la difficulté d'insertion des jeunes dans des associations « d'adultes », excepté dans les cas de professionnalisation de l'engagement.

Un tour d'Europe de la citoyenneté

D'Athènes à Bruxelles, en passant par Berlin, les « ExploratEURs de l'engagement » sillonnent l'Europe pour découvrir comment et dans quel but les jeunes citoyens s'engagent. Avec, à la clé, l'objectif de produire un livre blanc et des propositions à l'attention des responsables politiques pour que la parole des jeunes soit mieux prise en compte.

La dernière élection présidentielle a battu des records d'abstention (surtout au second tour). Les premiers à ne pas avoir fait le déplacement : les jeunes ⁽¹⁾. Une crise de l'engagement ? Pas pour tous. Et ils sont quelques-uns du côté de Tourcoing à précisément prouver le contraire...

Interloqués par ce phénomène d'abstention, ils sont plusieurs collégiens ou lycéens, âgés de 14 à 18 ans, d'établissements publics ou privés, à s'être rassemblés au sein de la Junior association (JA) les ExploratEURs de l'engagement, créée en 2016 au lycée Gambetta de Tourcoing. Ils sont aujourd'hui près de 80 à graviter autour de ce projet, dont une douzaine de membres actifs. Leur objectif : découvrir comment leurs homologues européens vivent leur citoyenneté. Car, comme le dit

Idir, président de la JA : « Nous ne sommes pas les citoyens de demain, nous sommes déjà ceux d'aujourd'hui. »

Cette aventure a ainsi conduit les principaux membres de la JA dans plusieurs villes d'Europe : à Athènes en décembre 2016, puis Bruxelles et Berlin en 2017. À l'occasion de chacun de ces voyages, d'une durée de 4 ou 5 jours, ils ont rencontré d'autres jeunes, engagés eux aussi, comme cette jeune Grecque, Sophia, en terminale L, qui, avec quelques camarades, a monté des actions d'aide auprès des réfugiés, ou encore Valentin, Bruxellois, secrétaire général des Jeunes Européens fédéralistes ⁽²⁾, défendant avec ardeur le projet européen...

Prochaine destination ? La Suède, en août prochain. La Junior association se donne ainsi deux ans pour découvrir d'autres pays (les pays baltes, la Nor-



© Les ExploratEURs de l'engagement

vege...) et d'autres formes d'engagement, avec pour objectif ultime de réaliser un livre blanc sur la fabrique de la citoyenneté en Europe. Un plaidoyer qu'ils souhaiteraient distribuer aux responsables politiques, aux médias, aux responsables associatifs, pour que la parole des jeunes soit davantage entendue et prise en compte.

ASSURER LA CONTINUITÉ ENTRE COLLÈGE ET LYCÉE

Accompagnés par plusieurs enseignants – dont Mathieu Asseman, professeur documentaliste au collège Lucie Aubrac, largement investi dans le dispositif des JA ⁽³⁾ –,

mais aussi par la Maison des associations (MDA) de Tourcoing et la Ligue de l'enseignement du Nord, les ExploratEURs sont bien entourés. « Avant chaque voyage, des temps de formation leur sont proposés pour rechercher et contacter les partenaires qu'ils rencontreront sur place. Mais aussi sur les aspects logistiques et de recherche de financement », explique Agathe Defretin, chargée de mission jeunesse et Europe à la MDA. Les ExploratEURs ont aussi pu échanger avec d'autres JA du département, et des jeunes des centres sociaux et des maisons de quartier, lors de temps de restitution organisés par la Ligue de l'enseignement 59.

« Ce qui leur permet, entre autres, de mettre en relief ce qu'ils ont appris de leurs voyages en échangeant cette fois avec des jeunes du département, et toujours dans cette optique de nourrir leur plaidoyer », précise Aurélie Kopsch, coordinatrice des JA à la Ligue 59.

Le projet des ExploratEURs revêt un autre intérêt, celui de la continuité, du collège au lycée, des pratiques associatives et d'engagement des jeunes. Car si le collège Aubrac est une référence en la matière (il compte près d'une dizaine de Juniors associations), il y a en revanche un risque important pour les élèves de ne pas bénéficier de ce type de dispositif une fois passés au lycée, alors que l'envie est bien réelle. Enseignants et acteurs associatifs se mobi-

lisent donc pour rendre possible cette continuité, et travaillent même avec des collègues du primaire et du supérieur.

• M. G.

(1) Les 18-24 ans sont ceux qui se sont le plus abstenus au premier tour. Et un tiers des moins de 35 ans n'est pas allé voter au second tour.

(2) Rassemblement des jeunes transpartisans de 16 à 35 ans défendant le projet européen.

(3) Lire son interview dans *Les Idées en mouvement* n° 206 – février 2013.

www.explorateursdelengagement.com



© Les ExploratEURs de l'engagement

« Je suis avant tout européenne »

Vice-présidente des ExploratEURs, Mama Conté a participé au voyage de Berlin, en avril dernier. À bientôt 18 ans, elle a conscience de la chance qu'elle a de participer à un tel projet, rendu possible grâce aux dispositifs de mobilité et aux opportunités qu'offre l'Union européenne.



Les Idées en mouvement : Il y a quelques semaines, tu disais dans la presse que « les ExploratEURs se sentent plus européens que français ». Peux-tu expliquer ?

Mama Conté : C'était un peu maladroit de dire ça de cette façon. Il ne faut pas être plus l'un que l'autre. Car nous ne pouvons pas être citoyens européens sans être conscients d'être des citoyens français.

Si au sein de la Junior association on se sent plus européen, c'est grâce à l'entente qu'il y a entre nous, au fait que nous sommes unis alors que nous avons des origines très différentes. D'après nous, il faut se souder dans l'esprit de l'Union européenne, qui offre tellement de possibilités et d'opportunités aux jeunes. Car finalement, on a plus de points communs que de divergences entre jeunes euro-

péens. Lorsque je voyage, je ne suis pas seulement française, je suis avant tout européenne. Lorsque je rencontre quelqu'un, je ne veux pas lui dire : « Vous êtes allemand et moi française. » Je veux lui dire : « Vous êtes européen et moi aussi. »

Que penses-tu des pratiques d'engagement des autres jeunes européens ?

Ils sont organisés différemment. On a constaté que le dispositif des Juniors associations n'existait pas ailleurs. Par exemple, en Allemagne, ils fonctionnent sur un système de parrainage entre majeurs et mineurs. En Grèce, certains jeunes ont mis en place des actions en dehors de tout cadre, comme Sophia qui a aidé des migrants en se mobilisant avec d'autres camarades. En Allemagne, encore, les jeunes peuvent voter dès 16 ans, même si leur suffrage n'est pas comptabilisé. Cela permet de connaître leur pré-

LES EXPLORATEURS, REPRÉSENTANTS DE LA FRANCE

Chaque année, le Parlement européen et la Fondation internationale du Prix Charlemagne d'Aix-la-Chapelle organisent le Prix Charlemagne pour la jeunesse. Celui-ci récompense un projet mené par et pour des jeunes contribuant activement au développement de l'Europe. Cette année, les membres du jury français, qui se sont réunis le 15 mars à Strasbourg, ont sélectionné le projet de la Junior association pour représenter la France dans la compétition. Si le Prix, a finalement été décerné à la Pologne, fin mai, les ExploratEURs peuvent être fiers de porter un projet aussi ambitieux.

www.charlemagneyouthprize.eu

férence. Je trouve que c'est une bonne idée que l'on pourrait importer en France⁽¹⁾.

Justement, concernant la dernière Présidentielle, que penses-tu de la forte abstention de la part des jeunes ?

J'aurai 18 ans dans quelques mois et je trouve dommage de s'abstenir. C'est quand même une chance de pouvoir voter. C'est un droit et un devoir moral et civique. D'un autre côté, peut-on en vouloir aux jeunes de ne pas avoir trouvé le/la candidat(e) qui répondait au mieux à leurs attentes ? Aujourd'hui, on vote malheureusement par défaut...

Si j'avais un message à adresser à ces jeunes abstentionnistes, ce serait de s'intéresser, ne serait-ce qu'un peu plus, à la politique. Et de penser à l'intérêt commun et aux enjeux qu'il y a à élire un candidat plutôt qu'un autre. Lequel se chargera le mieux du bien commun ? Il faut aller voter, mais en étant réfléchi et en se forgeant sa propre opinion.

Comment restituez-vous les échanges et découvertes réalisés par les ExploratEURs lors d'un voyage ?

Nous utilisons un outil que l'on appelle le « rapport d'étonnement ». À la fin d'une journée, chaque ExploratEUR partage les choses ou actions qui l'ont étonné. Et, de là, naît un débat. Les rapports d'étonnement sont rédigés et publiés sur le site Internet des Explo. On y ajoute aussi des petites vidéos, des capsules sonores, des reportages photos. Dans certains établissements scolaires, il y a même des Explo qui participent à des émissions de radio ou de webradio pour raconter nos voyages.

• Propos recueillis par M. G.

(1) En France, « Électeurs en herbe » est un programme d'éducation à la citoyenneté dont les activités pédagogiques sont organisées dans le contexte d'une vraie campagne électorale. www.electeursenherbe.fr



© Les ExploratEURs de l'engagement

FRANÇOISE HUEBER

« On ne se construit pas sans les autres »

Françoise Hueber aime dépasser les frontières. Tout au long de sa carrière dans l'Éducation nationale, elle s'engage dans le monde associatif et multiplie les projets artistiques. Aujourd'hui vice-présidente de la Ligue de l'enseignement de Loire-Atlantique, elle continue de créer des passerelles entre l'éducation formelle et l'éducation populaire.

« Il paraît que j'ai appris à marcher dans une colo à Saint-Brévin », s'amuse Françoise Hueber, vice-présidente déléguée à l'Éducation et à la Formation tout au long de la vie à la Ligue 44. Ses parents, enseignants en collège, étaient très investis dans le mouvement des PEP (Pupilles de l'enseignement public) et l'ont emmenée avec eux dans des colonies de vacances pendant toute son enfance – son père officiait en général comme intendant-économiste et sa mère comme infirmière... De retour de ces périples, l'engagement dans les associations qui gravitent autour de l'école demeure important, aussi bien pour la jeune fille que pour ses parents. « C'est une tradition familiale, qui deviendra ensuite pour moi un vrai fil rouge professionnel », dit-elle.

Et pour cause... Françoise Hueber, fan de photographie à ses (rares) heures perdues, s'est formée au métier d'enseignante du premier degré à l'École normale dès 1979, après deux ans de prépa dans le domaine des arts plastiques et de multiples expériences d'animatrice dans des centres aérés. Elle a maintenu, au fil de sa formation, de solides liens avec les mouvements d'éducation populaire. « Il nous était demandé, dans le cadre du cursus de l'École normale, d'accompagner des enfants lors de séjours en colo, ce qui me convenait très bien », raconte-t-elle.

DES PROJETS CULTURELS PLEIN LA TÊTE

En tant qu'enseignante, Françoise Hueber multiplie ensuite les projets liés aux arts visuels, à la danse ou au théâtre avec ses élèves. « Dans toute démarche artistique, il y a le temps de la pratique, le temps de la confrontation aux œuvres et le temps de la confrontation au regard de l'autre,

au regard du public, justifie-t-elle. Je pense que c'est ce qu'il faut faire comprendre aux élèves. » Et pour ce faire, l'ex-inspectrice pédagogique régionale de l'Éducation nationale a par exemple lancé les rencontres théâtre jeunesse, à Chartres en 2002, avant de s'investir dans l'accompagnement des classes participant au projet « Danse l'École », à Chartres, puis dans l'organisation du festival « Danse au Cœur » par une association du même nom, aujourd'hui disparue (elle était à l'époque à l'avant-garde des projets artistiques à l'école).

Mais la plus grande fierté de Françoise Hueber est liée à un ambitieux projet de « land art », organisé au début des années 2000 à Crucey-Villages (où elle a enseigné au tout début de sa carrière). L'initiative, baptisée « Abris Observatoire Affût », ciblait tous les élèves, de la maternelle à la terminale. « J'ai un ami agriculteur, qui a une ferme à Crucey et était légalement contraint de mettre chaque année en jachère un pourcentage de ses terres, raconte Françoise Hueber. Je l'ai sollicité et il a accepté que nous organisions une action sur cette jachère. Nous avons quadrillé le champ avec des abris fabriqués par les élèves d'un lycée professionnel. Ensuite, les élèves se sont appropriés ces abris qui leur offraient un point de vue sur les paysages alentour ou leur permettaient de transformer le paysage. » Et leurs créations n'ont pas tardé à émerger...

Pour arriver à ses fins sur ce projet, comme sur d'autres, la pédagogue a dû frapper à de très nombreuses portes. « Je ne sais pas travailler seule et je n'ai jamais su, confie-t-elle. Je dis d'ailleurs souvent que je dois mon parcours à des rencontres exceptionnelles et à tous ceux qui m'ont fait confiance. On ne

se construit jamais sans les autres, les collègues, les amis, la famille... »

FORMATRICE EN ARTS VISUELS

En retour, Françoise Hueber enseigne aux enfants... puis aux adultes, qu'il faut sensibiliser et former. En 1989, elle obtient un certificat d'aptitude de formateur en arts visuels. Lorsqu'elle retourne dans son école, à Hanches, elle continue d'organiser de multiples projets artistiques avec ses élèves, en s'appuyant notamment sur les vitraux de la cathédrale de Chartres (à une trentaine de kilomètres de Hanches). Mais parallèlement, elle se fait repérer par sa hiérarchie et commence à diffuser ses savoirs à de nouveaux publics : « Mon inspecteur m'a, à cette époque, demandé de former des enseignants stagiaires », souligne-t-elle.

Cinq ans plus tard, ce qui

« Il y a des besoins pédagogiques et éducatifs que l'institution ne peut pas couvrir à elle seule, par exemple sur les valeurs de la République ou sur le climat scolaire. »

n'occupait qu'un petit pourcentage de son temps deviendra le cœur de son activité professionnelle : elle est nommée conseillère pédagogique départementale dans les domaines artistiques (arts visuels et spectacle vivant). « Cela signifie que j'arrête de m'occuper de la formation des élèves pour me concentrer à 100 % sur la formation initiale et continue des enseignants, relève-t-elle. Mais je n'ai jamais regretté de ne plus avoir d'élèves dans la mesure où tout ce



© Françoise Hueber

que je faisais, je le faisais toujours pour eux. » Par ailleurs, cette évolution aide la pédagogue à élargir ses centres d'intérêt pédagogiques. « Je suis à cette époque amenée à travailler régulièrement avec la Ligue de l'enseignement d'Eure-et-Loir, notamment pour le développement du théâtre jeune public et du projet de l'école du spectateur. »

IMPLIQUÉE AUPRÈS DE LA LIGUE

Retraîtée de l'Éducation nationale depuis 2015, Françoise Hueber, mère de quatre enfants, y exerce toujours aujourd'hui comme vacataire, à la demande du recteur de l'académie de Nantes, sur une mission de prévention des violences en milieu scolaire. Mais elle se félicite surtout de pouvoir enfin profiter de son temps libre « pour faire

d'autres choses, et notamment pour m'impliquer davantage auprès de la Ligue de l'enseignement ».

« Désormais, je suis vice-présidente de la Ligue 44 et j'estime que j'apporte à la fédération ma très bonne connaissance des rouages de l'Éducation nationale, conclut-elle. Mon rôle consiste à aller frapper aux bonnes portes pour que nos projets puissent aboutir et éventuellement à lever les craintes des enseignants. Il y a en effet des besoins pédagogiques et éducatifs que l'institution ne peut pas couvrir à elle seule, par exemple sur les valeurs de la République ou sur le climat scolaire. Or, je souhaite que tous ceux qui ont en charge l'éducation des enfants soient en capacité de se comprendre et de se compléter. »

• Christophe Dutheil

DATES CLÉS

- 1959 : naissance à Saint-Amand-Montrond, dans le Cher
- 1979 : entrée à l'École normale de Chartres
- 1982 : diplôme d'institutrice d'école primaire
- 1982-1984 : institutrice dans une école primaire française de Singapour
- 1984-1989 : directrice de la petite école primaire (2 classes) de la commune de Crucey-Villages, en Eure-et-Loir
- 1989 : certificat d'aptitude de formateur en arts visuels
- 1990-1994 : directrice de l'école primaire (7 classes) de Hanches, en Eure-et-Loir
- 1994 : conseillère pédagogique départementale dans les domaines artistiques (arts visuels et spectacle vivant) à l'inspection académique de Chartres
- 1998 : inspectrice de l'Éducation nationale – « faisant fonction » – à Dreux
- 2000 : diplôme d'inspectrice de l'Éducation nationale
- 2004 : inspectrice de l'Éducation nationale adjointe auprès de l'inspecteur d'académie de Chartres
- 2008 : inspectrice de l'Éducation pour la scolarisation des élèves handicapés
- 2009 : inspectrice de l'Éducation nationale adjointe auprès de l'inspecteur d'académie de Loire-Atlantique
- 2012 : inspectrice pédagogique régionale « établissement et vie scolaire » (IPR-EVS)
- 2015 : retraitée de l'Éducation nationale ; vice-présidente déléguée à l'Éducation et à la Formation tout au long de la vie à la Ligue 44

SÉLECTION

Éducation populaire : politisation et pratiques d'émancipation

Dans le dernier numéro de sa revue « Agora »⁽¹⁾, l'Injep revient sur l'actualité de l'éducation populaire au travers de cinq articles, avec comme fil conducteur le constat d'une réaffirmation du caractère politique et militant des engagements au sein des mouvements. Les coordinateurs du dossier identifient même un « réenchantement » des pratiques revendiquées par certains militants.

Emmanuel de Lescure et Emmanuel Porte, les deux coordinateurs du dossier, poursuivent le travail déjà engagé avec l'ouvrage collectif *L'Éducation populaire au tournant du XXI^e siècle* (lire IEM n°231 - printemps 2017).

Le premier article traite de deux mouvements emblématiques : les Ceméa et Peuple & Culture. La circulation des savoirs est au cœur de leurs histoires. Elle leur a permis d'éviter les pièges de l'institutionnalisation et du modèle bureaucratique dans leurs relations avec les pouvoirs publics. Deuxième exemple : celui d'une « démocratisation de la démocratie » réussie par ATD (Agir tous pour la dignité) Quart Monde. Ce mouvement a organisé une campagne politique sur l'école en partant de la « pensée des plus pauvres » pour aboutir à la prise de décision toujours avec les mêmes partenaires. Cette campagne a été menée à son terme sans promouvoir des représentants internes officialisés et sans solliciter d'experts extérieurs. La logique de

l'« advocacy », plaidoyer où le représentant parle à la place des personnes concernées, est évitée.

Les fameuses conférences gesticulées élaborées par Frank Lepage font l'objet du troisième texte. La politisation de la trajectoire des animateurs/militants est un objectif clairement affiché. Chacun réécrit son parcours au cours de stages de trois semaines. Ce travail se fait en mobilisant des « savoirs froids » à caractère théorique et des « savoirs chauds » tirés de l'expérience concrète collective et du vécu personnel. Cette dialectique entre réécriture autobiographique et appropriation théorique permet aux identités militantes de s'affirmer. C'est dans le cadre de la SCOP le Pavé que cette éducation populaire politique s'est épanouie, ainsi que le décrit Alexia Morvan dans un autre texte qui ne cache rien des succès et des difficultés de cette aventure.

La cité des Tilleuls au Blanc-Mesnil est le cadre d'une autre action menée pour une démocratisation culturelle

RÉENCHANTEMENT DE L'ÉDUCATION POPULAIRE



grâce au théâtre. Les habitants sont sollicités comme acteurs et non comme spectateurs. Ce sont principalement des femmes qui s'investissent dans la mise en œuvre d'une pièce intitulée « *Et puis, nous passions le pantalon français* ». Elle s'inspire des travaux du sociologue d'origine kabyle Abdelmalek Sayad.

Au travers de ces cinq lieux et moments, la réaffirmation du sens politique autorise bien à parler de réenchantement de l'éducation populaire au sens que lui donne le sociologue Christian Maurel : « *L'ensemble des pratiques éducatives et culturelles qui œuvrent à la transformation sociale et politique, travaillent à l'émancipation des individus et du peuple, et augmentent leur puissance démocratique d'agir.* »

• Charles Conte

(1) *Éducation populaire : politisation et pratiques d'émancipation*, Agora Débats/Jeunesses n° 76 - 2017

À LIRE

UNE BD CONTRE LES PRÉJUGÉS SUR LES PAUVRES



Depuis cinq ans, ATD Quart Monde édite un ouvrage, *En finir avec les idées fausses sur la pauvreté*. Après trois éditions et plus de 80 000

exemplaires vendus, une dizaine de dessinateurs se sont inspirés de ce livre pour créer une bande dessinée sur le même thème : *La bibliothèque, c'est ma maison, et autres histoires*. Dix récits, entre humour, poésie, aventure ou science-fiction, imaginés par les auteurs Greg Newman et Tito et illustrés dans des styles très différents, dénoncent ainsi les préjugés auxquels doivent faire face les plus démunis. Financée en partie grâce à une campagne de récoltes de fonds, la BD coûte moins de 10 euros.

Éditions ATD Quart Monde, avril 2017, 9,90 €.

LA FAMILLE TOUT-ÉCRAN



D'après une enquête réalisée par le Clémi fin 2016, 78 % de Français se connectent à Internet avant de s'endormir et 75 % dès leur réveil.

Comment, alors, raisonner nos enfants

qui, de 1 à 6 ans, passent en moyenne 4h10 par semaine sur le Web et 14h pour les 13-19 ans ? L'explosion de nos pratiques numériques a redéfini les défis de la parentalité et bouleversé les dynamiques familiales. D'où la production de ce guide – auquel la Ligue de l'enseignement a contribué – et qui fournit des éclairages utiles et des conseils pratiques à tous les parents, mais aussi à l'ensemble des acteurs éducatifs et associatifs intéressés par ces questions. Guide gratuit à télécharger sur le site du Clémi.

www.clemi.fr

À DÉCOUVRIR

DES PRATIQUES SPORTIVES INNOVANTES



« Innovons autrement » est une démarche participative initiée par l'Ufolep. Son objectif : montrer comment se pratique le sport aujourd'hui. Les événements sportifs se réinventent, tournés de plus en plus vers le plaisir et les activités nouvelles. Et les citoyens eux-mêmes improvisent des pratiques adaptées à leurs envies, s'organisent autour de pro-

jets innovants. L'idée est de les faire partager aux autres via la plate-forme numérique « Innovons autrement ». Idées, réflexions ou projets concrets peuvent ainsi être déposés jusqu'au 15 septembre et seront soumis au vote des internautes. Ceux en récoltant au moins 30 intégreront la « promotion Innovation 2017 ». Ils bénéficieront de diverses formations et d'un accompagnement pour promouvoir leur projet et le rendre effectif, grâce notamment à des partenariats locaux. L'Ufolep accompagnera plus spécifiquement trois projets « coups de cœur » afin de les déployer au sein de son réseau. Les membres de la promotion pourront se rencontrer et valoriser leurs projets respectifs à l'occasion d'une soirée spéciale « Sport, Innovation et Citoyenneté », qui aura lieu en octobre à Paris.

<http://innover.ufolep.org>

LA LAÏCITÉ EXPLIQUÉE AUX COLLÉGIENS

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) et l'Observatoire de la laïcité se sont associés autour du projet #générationlaïcité destiné aux collégiens. Avec un slogan explicite : « La laïcité, c'est la liberté d'avoir des convictions et le devoir de les vivre dans le respect de celles des autres. » Ce projet est né d'un diagnostic. Interrogés sur la laïcité, la plupart des jeunes déclarent soit ne pas comprendre ce qu'est ce principe et ce qu'il implique dans leur vie quotidienne, soit

en avoir une vision négative, l'associant à un ensemble de contraintes bridant leurs libertés d'agir et de penser. Les enseignants sont, quant à eux, souvent démunis pour leur apporter des éléments de réponse. Le site generationlaicite.fr traite ainsi une trentaine de questions sur un ton non moralisateur. Et des éclairages sont apportés par des personnalités partenaires, comme Nikola Karabatic, champion du monde en titre de handball. Quatre films viraux (diffusés sur les réseaux sociaux) mettent en scène deux collégiens échangeant sur des questions de leur quotidien liées à la laïcité, comme les règles concernant le port du foulard ou de la kippa à l'école par exemple.

www.generationlaicite.fr

(MIEUX) COMPRENDRE LE PROCHE-ORIENT

Le site Orient XXI propose des articles de qualité sur une région du monde qui fait souvent la une de l'actualité. Alain Gresh, venu du *Monde diplomatique*, et une équipe de journalistes, sociologues et historiens francophones, anglophones et arabophones, y diffusent des articles de fond sur des thèmes politiques, culturels, sociétaux, économiques et diplomatiques. Les conflits sont replacés dans leurs contextes. Les acteurs sont présentés dans leur complexité. Un lexique permet d'approfondir en particulier des notions clés de l'islam, la religion prépondérante. « Va comprendre », une

rubrique dédiée aux lycéens, traite de questions telles que : D'où vient Daech ? Pourquoi l'Irak est-il la cible de nombreux attentats ? Chiites et sunnites sont-ils ennemis ? Une centaine d'articles sont accessibles gratuitement.

<http://orientxxi.info>

AGENDA

TOURNÉE « PLAYA TOUR » 2017



Événement multisport et citoyen, l'Ufolep Playa tour sillonnera cet été quelques-unes des plages du littoral et des plans d'eau intérieurs. Un circuit outre-mer est également prévu en Guadeloupe, à Mayotte et à La Réunion. Comme chaque année, en plus des traditionnelles activités sportives (beach-soccer, beach-rugby, zumba, bubble foot...), l'Ufolep propose des actions de prévention, de secourisme, et diffuse aussi des informations sur les dangers liés aux pratiques addictives, le tout dans le cadre d'une organisation écoresponsable. Chaque année, près de 20 000 personnes profitent de cet événement.

www.ufolep-playatour.fr



© vacances pour tous

VACANCES POUR TOUS, L'ACTEUR DE VOS VACANCES

Vacances pour tous, secteur vacances de la Ligue de l'enseignement, propose des séjours variés et accueille adultes, familles, enfants et adolescents.

Présent sur l'ensemble du territoire – mer, montagne, campagne... – Vacances pour tous gère près de 140 centres et est le leader européen en matière d'organisation de colonies de vacances et de camps pour jeunes.

Avec qualité et sécurité comme maîtres-mots, ces voyages sont conçus par des professionnels passionnés par leur métier. Des séjours riches en activités éducatives et en rencontres car la colo ou la classe de découvertes constitue pour nous, la Ligue, une expérience unique où se mêlent exploration d'un nouvel environnement et apprentissage du vivre ensemble.

À chaque âge, sa colo sur mesure proposant des activités adaptées et encadrées par des équipes aguerries.

Retrouvez toutes les offres de colos sous la marque « Vacances pour tous » et celles à destination des familles sous la marque « Vacances passion ».

www.vacances-pour-tous.org



© photos : Benoit Debuffeser

